

# Etude de l'impact de la hausse des cours du lait et des produits laitiers sur les producteurs et les consommateurs

## Etude de cas du Niger

Rapport définitif

Gilles VIAS - IRAM

Matthias BANZHAF - IRAM

Juillet 2008

• **iram Paris** (siège social)

49, rue de la Glacière 75013 Paris France

Tél. : 33 (0)1 44 08 67 67 • Fax : 33 (0)1 43 31 66 31

[iram@iram-fr.org](mailto:iram@iram-fr.org) • [www.iram-fr.org](http://www.iram-fr.org)

• **iram Montpellier**

Parc scientifique Agropolis Bâtiment 3 •

34980 Montferrier le Lez France

Tél. : 33 (0)4 99 23 24 67 • Fax : 33 (0)4 99 23 24 68

[iram34@iram-fr.org](mailto:iram34@iram-fr.org)

Le présent document est partie prenante de l'« *Etude de l'impact de la hausse des cours du lait et des produits laitiers sur les producteurs et les consommateurs* ».

Cette étude a été commanditée à l'IRAM et son partenaire le GRET par le Comité Français pour la Solidarité Internationale, SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg.

Elle comporte trois parties :

- l'étude de cas « Niger » a été conduite par Matthias BANZHAF (IRAM) et Gilles VIAS (IRAM) sous la responsabilité de l'IRAM ;
- l'étude de cas « Sénégal » a été conduite par Papa Nuhine DIEYE, Yacine NGOM, Djiby DIA (ISRA), Véronique DUTEURTE, Guillaume DUTEURTE (CIRAD) sous la responsabilité du GRET ;
- l'étude de cas « France et Pologne » a été conduite par Célia CORONEL (IRAM) et Maryline CAILLEUX (GRET) sous la responsabilité de l'IRAM.

La coordination de l'ensemble de l'étude a été assurée par Célia CORONEL de l'IRAM.

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne, des ministères belges et luxembourgeois des Affaires étrangères et du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Son contenu relève de la seule responsabilité du collectif ALIMENT**TERRE** et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne, des ministères belges et luxembourgeois des Affaires étrangères ou du ministère des Affaires étrangères et européennes

# Sommaire

<b>RESUME .....</b>	<b>9</b>
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>12</b>
1.1. CADRE DE L'ETUDE .....	12
1.2. OBJECTIFS .....	13
1.3. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT.....	13
<b>2. CONTEXTE DE LA PRODUCTION LAITIERE.....</b>	<b>15</b>
2.1. L'ELEVAGE DANS L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DU NIGER.....	15
2.2. LES SYSTEMES DE PRODUCTION .....	17
2.2.1. <i>Le système pastoral</i> .....	17
2.2.2. <i>Le système agro-pastoral</i> .....	17
2.2.3. <i>Le système agricole</i> .....	18
2.2.4. <i>Le système périurbain</i> .....	18
2.3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA FILIERE LAIT AU NIGER.....	22
<b>3. LES IMPACTS DE LA FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS SUR LES DIFFERENTS ACTEURS .....</b>	<b>23</b>
3.1. IMPACTS SUR LES IMPORTATIONS LAITIERES .....	23
3.1.1. <i>Profil des importations du lait et produits laitiers au Niger</i> .....	23
3.1.2. <i>Caractéristiques des produits laitiers importés au Niger</i> .....	26
3.1.3. <i>Organisation de l'approvisionnement en lait et produits laitiers</i> .....	28
3.1.4. <i>Profil des prix du lait et des produits laitiers importés au Niger</i> .....	29
3.1.5. <i>Conséquences de la hausse des prix sur les importations des produits laitiers</i> .....	32
3.1.6. <i>Le reconditionnement pour satisfaire les consommateurs</i> .....	36
3.2. IMPACTS SUR LA PRODUCTION LAITIERE.....	37
3.2.1. <i>Caractérisation des producteurs laitiers périurbains</i> .....	37
3.2.2. <i>Les producteurs laitiers ruraux</i> .....	39
3.2.3. <i>Réaction des producteurs face à la hausse des cours mondiaux</i> .....	41
CAS DE LA SOUS-FILIERE LAIT CRU : .....	41
CAS DE LA SOUS-FILIERE « LAIT CAILLE » .....	43
3.2.4. <i>Rentabilité de la filière lait cru périurbaine par rapport aux produits reconstitués à base de poudre de lait</i> .....	43
3.2.5. <i>Réaction des associations d'éleveurs</i> .....	44
3.3. IMPACTS SUR LA COLLECTE DU LAIT CRU .....	46
3.3.1. <i>Acteurs et fonctionnement de la collecte du lait cru</i> .....	46
3.3.2. <i>Les conséquences de la flambée des prix sur la collecte du lait cru</i> .....	48
3.4. IMPACTS SUR LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION LAITIERE .....	52
3.4.1. <i>Le secteur privé moderne</i> .....	52
3.4.2. <i>Le secteur privé semi-industriel de transformation laitière</i> .....	53
3.4.3. <i>La transformation du Lait cru par les laiteries et les produits mis sur le marché</i> .....	53
3.4.4. <i>Les conséquences de la hausse des prix</i> .....	54

3.4.5. <i>Les stratégies internes privilégiées</i> .....	55
3.4.6. <i>Les tentatives de lobbying des industriels vis-à-vis du gouvernement</i> .....	55
3.4.7. <i>L'option Sécurisation des approvisionnements à travers la promotion des élevages agropastoraux périurbains</i> .....	56
3.5. IMPACTS SUR LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX ET IMPORTES .....	58
3.5.1. <i>Le consommateur nigérien au revenu limité</i> .....	58
3.5.2. <i>Profil de la consommation du lait et des produits laitiers au Niger</i> .....	58
3.5.3. <i>Les changements constatés</i> .....	61
3.6. REACTIONS DES POUVOIRS PUBLICS FACE A LA HAUSSE DES PRIX .....	62
3.6.1. <i>La politique nigérienne en matière de productions laitière (avant la hausse des cours mondiaux)</i> ..	62
3.6.2. <i>La réaction de l'Etat face à la hausse des cours mondiaux de la poudre du lait</i> .....	64
3.6.3. <i>L'absence de consensus sur les voies à suivre</i> .....	64
3.6.4. <i>La suppression des droits de douane sous l'influence de la pression exercée par les consommateurs</i> .....	65
<b>4. CONCLUSION</b> .....	<b>66</b>

## Liste des figures

FIGURE 1 : REPARTITION SPATIALE DU CHEPTEL NATIONAL .....	16
FIGURE 2 : EVOLUTION ANNUELLE DES IMPORTATIONS LAITIÈRES AU NIGER DE 1996 A 2006 .....	24
FIGURE 3 : IMPORTATIONS LAITIÈRES NIGERIENNES EN PROVENANCE DE L'EUROPE .....	25
FIGURE 4 : ECHANTILLON DES PRODUITS LAITIERS IMPORTES .....	27
FIGURE 5 : INDICES DES PRIX HARMONISES DES PRODUITS ALIMENTAIRES.....	30
FIGURE 6 : ECHELLE DES PRIX ENTRE IMPORTATEURS ET REVENDEURS DE LAIT EN POUDRE .....	31
FIGURE 7 : QUANTITE DE LAIT EN POUDRE IMPORTEE AU NIGER EN 2006 ET 2007.....	32
FIGURE 8 : UNITE DE PRODUCTION PERIURBAINE.....	38
FIGURE 9: SARE VENDU SUR UN MARCHÉ LOCAL (PHOTO: PROXEL).....	40
FIGURE 10 : TCHOUKOU (PHOTO : PROXEL) .....	40
FIGURE 11 : COLLECTEURS – LIVREUR DU LAIT A VELO ET MOTOS POUR LIVRER LE LAIT .....	47
FIGURE 12 : POINT DE RELAIS D'UN RESEAUX DE COLLECTEURS SUR LA ROUTE NIAMEY – DOSSO .....	50
FIGURE 13 : ECHANTILLON DE PRODUITS.....	54

## Liste des tableaux

TABLEAU 1 : CARACTERISTIQUES, ATOUTS ET CONTRAINTES DES SYSTEMES D'ELEVAGES RENCONTRES AU NIGER .....	20
TABLEAU 2 : STRUCTURE DES IMPORTATIONS LAITIÈRES AU NIGER .....	24
TABLEAU 3 : ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS LAITIÈRES NIGERIENNES DE 1996 A 2006.....	25
TABLEAU 4 : NOMBRE DE MARQUES EN FONCTION DES PRODUITS LAITIERS VENDUS .....	26
TABLEAU 5 : REPARTITION DES MARQUES SELON LES TYPES DE PRODUITS LAITIERS ET LES IMPORTATEURS .....	27
TABLEAU 6 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE LA LAITERIE SOLANI DE 1996 A 2004 .....	28
TABLEAU 7 : PRIX EQUIVALENT LAIT EN FCFA EN FONCTION DU TYPE DE PRODUIT .....	29
TABLEAU 8 : FORMATION DES PRIX ENTRE LES ACTEURS DE LA FILIERE : EXEMPLE DE LA POUDRE LAIT <i>LACSTAR</i> . 30	
TABLEAU 9 : EVOLUTION DES PRIX DE LA POUDRE DE LAIT IMPORTEE.....	34
TABLEAU 10 : SYNTHÈSE DES STRATEGIES DEVELOPPEES PAR LES ACTEURS .....	36
TABLEAU 11 : EXEMPLE DES QUANTITES DE LAIT PRODUITES ET VENDUES EN MOYENNE PAR UN PRODUCTEUR LAITIER PERIURBAIN.....	38
TABLEAU 12 : CONTRIBUTION DES PRINCIPALES ACTIVITES AU PRODUIT DE LA CONCESSION, SITE DE FETO BOKKI, COMMUNE DE HAMDALLAYE .....	39
TABLEAU 13 : RECAPITULATIF DE L'ANALYSE FINANCIERE DU SYSTEME PERIURBAIN .....	44
TABLEAU 14 : COMPETITIVITE DU LAIT LOCAL EN FONCTION DU SYSTEME DE PRODUCTION .....	44
TABLEAU 15 : EVOLUTION DES RELATIONS ENTRE ACTEURS DE LA FILIERE .....	48
TABLEAU 16 : CONFIGURATIONS DE COLLECTE EN FONCTION DE LA DISTANCE ET DU MOYEN DE TRANSPORT UTILISE.....	50
TABLEAU 17 : CARACTERISTIQUES DES SECTEURS DE TRANSFORMATION AU NIGER.....	52
TABLEAU 18: MOYEN DES DEPENSES ANNUELLES LIEES AU LAIT PAR HABITANT ET REGION .....	59
TABLEAU 19: RYTHME DE CONSOMMATION DES PRODUITS LAITIERS PAR LES MENAGES A NIAMEY.....	60
TABLEAU 20 : REPARTITION EN POURCENTAGE DES MENAGES EN FONCTION DES QUANTITES CONSOMMEES PAR SEMAINE.....	61

TABLEAU 21 : DEPENSES ALIMENTAIRES FIXES PAR MOIS D'UNE FAMILLE DE 7 PERSONNES .....	62
TABLEAU 22 : CHANGEMENTS OBSERVES.....	62

## Liste des Sigles et Acronymes

CLN	Coopérative laitière de Niamey
ECVAM	Enquête sur la Conjoncture et la Vulnérabilité Alimentaire des Ménages
FAO	Food and Agriculture Organisation
FAR	Femelles en Age de se Reproduire
FSP	Fonds de Solidarité Prioritaire
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
INS	Institut National de Statistiques
IRAM	Institut de Recherche d'Application des Méthodes de Développement
LSN	Lait Sain pour le Niger
MRA	Ministère des Ressources Animales
OLANI	Office du lait du Niger
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIDEL	Programme Intégré de Développement de l'Élevage au Niger
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSEAU	Projet de Sécurisation de l'Élevage et de l'Agriculture périurbains
QUIIB	Questionnaire sur les Indicateurs de Base et de Bien-être
SA	Société Anonyme
SOLANI	Société du Lait du Niger
TEC	Tarif Extérieur Commun
TDR	Termes de Référence
UBT	Unité de Bétail Tropical
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
USD	Dollar des Etats Unis
VSF	Vétérinaires Sans Frontières



# Résumé

Le Niger, pays sahélien enclavé et classé parmi les pays les plus pauvres du monde, est un pays d'élevage par excellence. L'élevage est fondamental pour l'économie nationale. Ce secteur, crédité de 11 % du PIB national, contribue à hauteur de 35 % au PIB agricole et constitue la seconde recette d'exportation du pays après l'uranium. L'importance de l'élevage pour les ménages le place au cœur des stratégies de lutte contre la pauvreté.

En dépit d'un cheptel numériquement important estimé à quelques 30 millions de têtes toutes espèces confondues (bovins, petits ruminants, équins et camélidés), le Niger n'arrive pas à couvrir les besoins nationaux en lait et produits laitiers. La production nationale, très atomisée, ne satisfait que 50 % des besoins d'une population croissante, notamment en zones urbaines. Pour satisfaire la demande, le Niger a recours aux importations massives de produits laitiers. Ces importations ont commencé timidement dans les années 1970 pour atteindre des niveaux très élevés au milieu des années 2000 (plus de 82 000 tonnes équivalent lait en 2006).

Le lait et les produits laitiers importés sont restés à des prix largement compétitifs par rapport au lait local et cette situation n'a pas été favorable à la mise en place de politiques de soutien à la filière laitière nationale, d'autant que les volumes étaient facilement accessibles sur le marché international. Cette situation a contribué à la paupérisation des éleveurs : faible optimisation de la production laitière dans les revenus des producteurs, incapacité à subvenir à leurs besoins de base, à investir pour améliorer leur production.

Aujourd'hui, le niveau élevé des prix des produits laitiers sur le marché mondial redonnerait un avantage au lait local. La réactivité des acteurs économiques du secteur suite à cette flambée des prix, a montré à l'évidence qu'une protection de la filière nationale doublée d'une politique de soutien permettrait aux producteurs laitiers de redevenir plus compétitifs que la poudre de lait, de tirer profit de sa production et de contribuer à l'émergence d'une filière laitière nationale. C'est à partir de cette hypothèse de travail que l'étude a cherché à analyser l'impact de l'explosion des prix mondiaux des produits laitiers sur l'amont et l'aval de la filière lait local et sur la filière d'importation laitière.

La hausse des prix des produits laitiers a induit une baisse importante des importations laitières de 31 000 tonnes entre 2006 et 2007 (diminution de 28,4 %). Cette baisse a affecté différemment la structure des importations laitières. En s'intéressant à la poudre de lait, les volumes importés ont baissé de 24 000 tonnes EL de 2006 à 2007. Néanmoins, les quantités importées en 2007 restent encore supérieures à la moyenne des 11 dernières années.

Si l'organisation des circuits de distribution des produits laitiers n'a pas été modifiée, **les caractéristiques de l'offre des produits laitiers sur les marchés ont en revanche profondément changé**. Ces changements ont concerné les types de produits, les marques et les prix. Globalement, les marques, telle France Lait, et les produits laitiers importés d'Europe se raréfient au profit des produits laitiers importés d'Amérique Latine et d'Asie. Certains produits sont reconditionnés au Nigeria tel que le lait Jaggo présenté tantôt comme un produit importé de Malaisie, tantôt comme du Nigeria. Actuellement, le lait Jaggo et le lait en poudre Lacstar importé

d'Argentine représenteraient 95 % du chiffre d'affaires en produits laitiers des boutiquiers de quartiers.

Par ailleurs, la brusque flambée des prix mondiaux observée ces dernières années s'est répercutée brutalement sur les prix intérieurs. Ainsi, les prix au détail de certains produits ont augmenté significativement. Le prix du lait en poudre *Labada*, le plus distribué au Niger, a augmenté de 45 % entre 2006 et 2007.

La flambée des prix du lait en poudre a rendu le lait cru produit au Niger plus compétitif. Avec un prix moyen de 235-250 FCFA le litre, appliqué aux quais de réception des laiteries, le lait cru est au moins 20 % moins cher que l'équivalent issu du lait en poudre.

Les enquêtes ont révélé que les producteurs laitiers, bien que constatant la hausse des prix de collecte pratiquée par les laiteries, restent peu informés de la hausse du prix du lait en poudre sur les marchés internationaux. Ce manque d'information, combiné avec leur faible organisation et les contraintes pour intensifier rapidement la production, expliquent leurs difficultés à tirer profit de cette nouvelle donne. Ce comportement est différent chez les autres acteurs de la filière lait local. En effet, la meilleure compétitivité du lait local suite à la flambée des prix a induit une multiplication d'acteurs qui s'impliquent dans la filière, notamment les collecteurs de lait cru dans les espaces périurbains ou qui approvisionnent les laiteries qui les préfinancent, et les commerçantes de lait caillé au niveau des centres plus ruraux.

La stratégie annoncée des associations pastorales dans le développement de la filière lait vise, sous réserve des nécessaires appuis techniques et financiers, la mise en place de circuits parallèles et indépendants : création d'unités de transformation artisanales à petite échelle, au profit des coopératives d'éleveurs ou des groupements féminins, avec pour but d'approvisionner les marchés locaux.

Concernant les laiteries, leur réaction première suite à la flambée des prix a été de diminuer de moitié le volume d'activité puis de tenter une augmentation du prix de vente des produits mis sur le marché. En effet, les unités de transformation avaient essayé en mai 2007 de majorer de manière concertée les prix des produits finis de 25 % (150 FCFA à la place de 100 FCFA). La chute des chiffres d'affaires estimée à 75 % les a toutefois vite dissuadées. Une à une, elles sont revenues sur les anciens prix de 100 FCFA, afin de maintenir leur position sur le marché. Toutefois, la qualité des produits a pu être dépréciée dans certains cas : dilution du lait en poudre plus importante ou diminution du contenu dans les sachets. Seules les deux petites laiteries Laiterie du Sahel et CLN sont parvenues à imposer des prix plus élevés sur leurs produits « haut de gamme » (yaourt à base de lait cru en bouteille, 1 000 FCFA le litre).

Ensuite les laiteries ont sensibilisé les autorités aux difficultés qu'elles rencontrent, dans le but d'obtenir la suppression des droits de douane sur les produits laitiers, la constitution de stocks stratégiques de lait en poudre afin de sécuriser les approvisionnements et la mobilisation du lait local.

Sur le terrain, les deux principales laiteries industrielles se livrent une concurrence acharnée. Pour tenter de sécuriser leur approvisionnement en lait cru, elles tentent de passer quelques contrats de livraison avec les groupements les plus structurés et mettent surtout en place le préfinancement des collecteurs pour capter les surplus et court-circuiter la vente directe qui se développe par

ailleurs ; elles envisagent dans le moyen et long terme d'investir dans la production laitière afin de sécuriser leurs approvisionnements. Enfin, les laiteries ont entrepris la diversification de la production au profit d'autres boissons, tels que l'eau en sachet et/ou les boissons gazeuses.

Le lait et les produits laitiers entrent bien dans les habitudes alimentaires des consommateurs nigériens qui y consacrent un revenu important. Le lait en poudre, le lait caillé et le yaourt sont des produits de consommation populaire. La hausse des prix est donc fortement ressentie par les consommateurs puisqu'en plus du lait, d'autres denrées de première nécessité, notamment le riz, sont également concernées. Le comportement de certains ménages a été d'arrêter la consommation de certains produits laitiers jugés trop chers comme le lait en poudre. Les marques qui ont le plus souffert de ces arrêts sont France Lait (14 % des ménages enquêtés ont arrêté d'en consommer) et Lahada (8 %). A l'heure actuelle, le lait et les produits laitiers sont réservés aux enfants et les adultes consomment les protéines d'origine végétale. Enfin, de nombreux ménages optent pour les micro-conditionnements pour satisfaire les besoins souvent immédiats des enfants. Les associations des consommateurs contre la vie chère, à la tête desquelles le mouvement « convergence citoyenne », se sont mobilisées et ont obtenu la défiscalisation des produits de première nécessité, dont le lait en poudre.

aLes politiques de développement de la filière locale devraient combiner des objectifs techniques et économiques, tels que l'appui à la production, la collecte, la transformation, les systèmes d'informations, etc. tout en cherchant à maîtriser l'impact des variations des prix du marché international sur le secteur laitier nigérien. La « construction » de ces politiques impose la mobilisation d'importants processus de concertation entre les différents acteurs (de la filière, consommateurs, pouvoirs publics) dont les points de vue et intérêts ne sont pas forcément convergents.

# 1. Introduction

## 1.1. Cadre de l'étude

La présente étude de cas concernant le Niger s'inscrit dans un ensemble d'études, lancé par le Collectif ALIMENT**TERRE** et exécuté par l'IRAM et le GRET, qui s'intéresse à l'impact de la hausse des cours du lait et des produits laitiers sur les paysans et les consommateurs. Outre le Niger sont concernés par l'analyse le cas du Sénégal et celui de l'Union européenne.

Ces deux dernières années, les cours mondiaux des principales denrées agricoles (céréales, produits laitiers) ont en effet connu une flambée inédite. L'explosion des prix a été particulièrement spectaculaire pour les produits laitiers. Le lait en poudre écrémé était négocié à environ 2 300 USD la tonne en juillet 2006, alors qu'il est monté à 5 000 USD en juillet 2007. La flambée des prix s'explique par différents facteurs, pour lesquels il est délicat de démêler les aspects conjoncturels et structurels (crises climatiques dans les grands pays producteurs, évolution différenciée de l'offre et de la demande, changement des politiques régionales ou nationales, etc.).

Le Niger, pays sahélien enclavé et classé parmi les pays les plus pauvres du monde, est particulièrement touché par cette crise. En dépit d'un cheptel numériquement important et varié en espèces, le Niger n'arrive pas à couvrir les besoins nationaux en lait et produits laitiers. La production nationale ne satisfait plus que 50 % des besoins d'une population sans cesse croissante. Pour combler le déséquilibre entre l'offre et la demande laitières, le Niger a recours aux importations massives de produits laitiers. Ces importations ont commencé timidement dans les années 70 pour atteindre des niveaux très élevés de plus de 82 000 tonnes équivalent lait en 2006.

L'application du Tarif Extérieur Commun (TEC) dès janvier 2000 dans les pays membres de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA)<sup>1</sup> a contribué à accentuer ce déficit. La baisse des tarifs douaniers associée à l'harmonisation des politiques tarifaires régionales a en effet encouragé l'envolée des importations. La consommation de poudre de lait en Afrique de l'Ouest et singulièrement au Niger a aussi été dopée par l'augmentation de la demande urbaine et par l'émergence d'industries laitières utilisatrices de poudre. Enfin, l'importance des politiques de soutien à l'exportation des produits laitiers dans les pays développés et la baisse des prix mondiaux jusqu'en 2003 ont aussi favorisé ces poussées d'importation.

Le lait et les produits laitiers importés sont restés plus compétitifs que le lait local et cette situation n'a pas été favorable à la mise en place de politique de soutien à la filière laitière nationale. De plus, cette situation a contribué à la paupérisation des éleveurs : faible optimisation

---

<sup>1</sup> Les pays membres de l'UEMOA sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo

de la production laitière dans les revenus des producteurs, incapacité à subvenir à leurs besoins de base, à investir pour améliorer leur production.

Aujourd'hui, le niveau des prix des produits laitiers sur le marché mondial redonnerait un avantage au lait local. Le jeu d'acteurs suite à cette flambée des prix a montré à l'évidence qu'une protection de la filière nationale doublée d'une politique de soutien permettrait aux producteurs laitiers de redevenir plus compétitifs que la poudre de lait, de tirer profit de sa production et de contribuer à l'émergence d'une filière laitière nationale.

C'est sur cette hypothèse de travail, que l'étude a analysé l'impact de l'explosion des prix des produits laitiers en amont et en aval de la filière lait locale et sur la filière d'importation laitière. Comme l'indiquent les TDR, elle s'est particulièrement intéressée aux différents acteurs (producteurs, transformateurs, consommateurs, etc.), pour en conclure sur les grands « gagnants » et « perdants » de la conjoncture actuelle.

Pour le collectif ALIMENT**TERRE**, les résultats de cette étude contribuent à réactualiser les argumentaires en faveur de la protection de l'agriculture familiale en Afrique et des politiques agricoles et de gestion des marchés plus efficaces et équitables, à la fois pour les producteurs locaux, afin de leur garantir une juste rémunération, et pour les consommateurs, afin d'améliorer la sécurité alimentaire.

## 1.2. Objectifs

Conformément aux TDR, les outils d'analyse des différentes études de cas devaient permettre de :

- comprendre le fonctionnement de la filière, les différents circuits et acteurs en place, les stratégies de ces acteurs ;
- décrire et expliquer l'impact de la hausse des prix du lait sur les différents acteurs en termes de (i) revenus, (ii) stratégies productives (investissements notamment) et commerciales ;
- décrire l'évolution de la consommation de produits laitiers en fonction du type de produits et du type de consommateurs ;
- décrire l'évolution de la politique agricole et commerciale des gouvernements.

## 1.3. Méthodologie et déroulement

L'étude de cas a été menée par l'IRAM, qui est impliqué dans des programmes opérationnels de développement de l'élevage laitier au Niger, en particulier le Projet de « Sécurisation de l'Elevage et de l'Agriculture Périurbain (PSEAU) ». Avec d'autres partenaires, l'IRAM fait partie d'un groupe de réflexion sur la problématique du développement de la filière lait locale.

L'équipe était composée de Matthias Banzhaf, agro-économiste de l'IRAM et conseiller technique du Programme de Sécurisation de l'Elevage et de l'Agriculture Périurbain (PSEAU), et de Gilles Vias, jusqu'à fin juin 2008 responsable du département élevage et gestion des ressources naturelles de l'ONG Karkara. Dans ce cadre, G. Vias a été impliqué dans le Projet « Lait sain pour le Niger (LSN) » mis en œuvre en collaboration avec VSF Belgique.

Les recherches et analyses menées dans le cadre de l'étude se sont appuyées sur les travaux existants des deux projets opérationnels cités. Au cours de l'étude, ces données ont été actualisées et approfondies, à travers des entretiens et des enquêtes auprès des différents acteurs. Comme focus groupes ont été retenus (i) les éleveurs laitiers périurbains et ruraux, (ii) les collecteurs, (iii) les unités de transformation, (iv) les importateurs de poudre de lait (v) les consommateurs et (vi) les pouvoirs publics.

Les entretiens et enquêtes se sont appuyés sur des guides d'entretien et fiches d'enquêtes (cf. Annexes).

L'étude s'est déroulée tout au long du mois de juin 2008 en trois séquences successives :

1. La première séquence a été la valorisation des documents disponibles sur les filières laitières au Niger et des travaux de l'IRAM, de l'ONG KARKARA, du réseau d'échanges sur les politiques laitières en Afrique de l'ouest, réseau dont Gilles Vias est coordonnateur national. Cette étape a permis de décrire le fonctionnement des filières laitières.
2. La seconde étape a consisté en une enquête sur le terrain auprès des différents acteurs des filières laitières pour évaluer l'impact de la hausse.
3. La troisième étape consistait en la synthèse des données et la rédaction du document. .

Les consultants remercient tous les acteurs qui se sont mobilisés pour fournir les informations nécessaires.

## 2. Contexte de la production laitière

### 2.1. L'élevage dans l'environnement économique et démographique du Niger

Vaste pays de 1 267 000 km<sup>2</sup>, classé parmi les plus pauvres du monde, le Niger compte une population dépassant les 13 millions d'habitants, concentrés à 97 % sur une bande de 1 500 km le long du Nigeria. Les 3 plus grandes villes du pays sont Niamey (674 950 habitants), Zinder (170 574) et Maradi (147 038)<sup>2</sup>.

Le climat très aride limite fortement les potentialités agricoles de ce pays dont les terres cultivables ne représentent que 12 % de la surface et ne sont exploitées que pour moitié. L'économie du Niger repose très largement sur la production agricole qui représente 43 % du PIB - estimé à environ 172 USD par an - et qui est elle-même largement dépendante des aléas climatiques. Ainsi la sécheresse de 2004 a entraîné la stagnation de la croissance (+ 0,6 %), alors que la bonne saison pluvieuse de 2005 permettant d'excellentes productions agricoles a fortement relancé l'économie (croissance du PIB de 7,1 %). Le secteur secondaire (mines, industries et construction) représente 11 % du PIB.

Le Niger reste un pays d'élevage par excellence. 80 % de la population soit 9,2 millions de personnes pratiquent l'élevage et 20 % (2,4 millions) de celle-ci en vit exclusivement. En 2006, suite au recensement de l'agriculture et du cheptel national, celui-ci a été estimé à quelques 7 millions de bovins, 9 millions d'ovins, 11 millions de caprins, 1,6 millions de camélins, 0,65 millions d'équins et 0,35 millions d'asins (RNAC, 2006). Ce capital estimé à 7,5 millions d'Unité Bétail Tropical (UBT<sup>3</sup>), représente plus de 700 milliards de francs CFA (RN, 2000).

L'élevage est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie nationale. Il joue donc un rôle important sur les plans macro-économiques. Ce secteur est crédité de 11 % au PIB national, contribue à hauteur de 35 % au PIB agricole et constitue la seconde recette d'exportation du pays après l'uranium. L'importance micro-économique de l'élevage réside dans le fait qu'il se place au cœur des stratégies de lutte contre la pauvreté :

- il constitue pour les ménages vulnérables une source de protéines (lait et viande) pour améliorer la sécurité alimentaire et surtout lutter contre la malnutrition des enfants ;
- il représente une source de revenus pour les ménages à travers la vente d'animaux sur pieds et de sous-produits d'élevage.

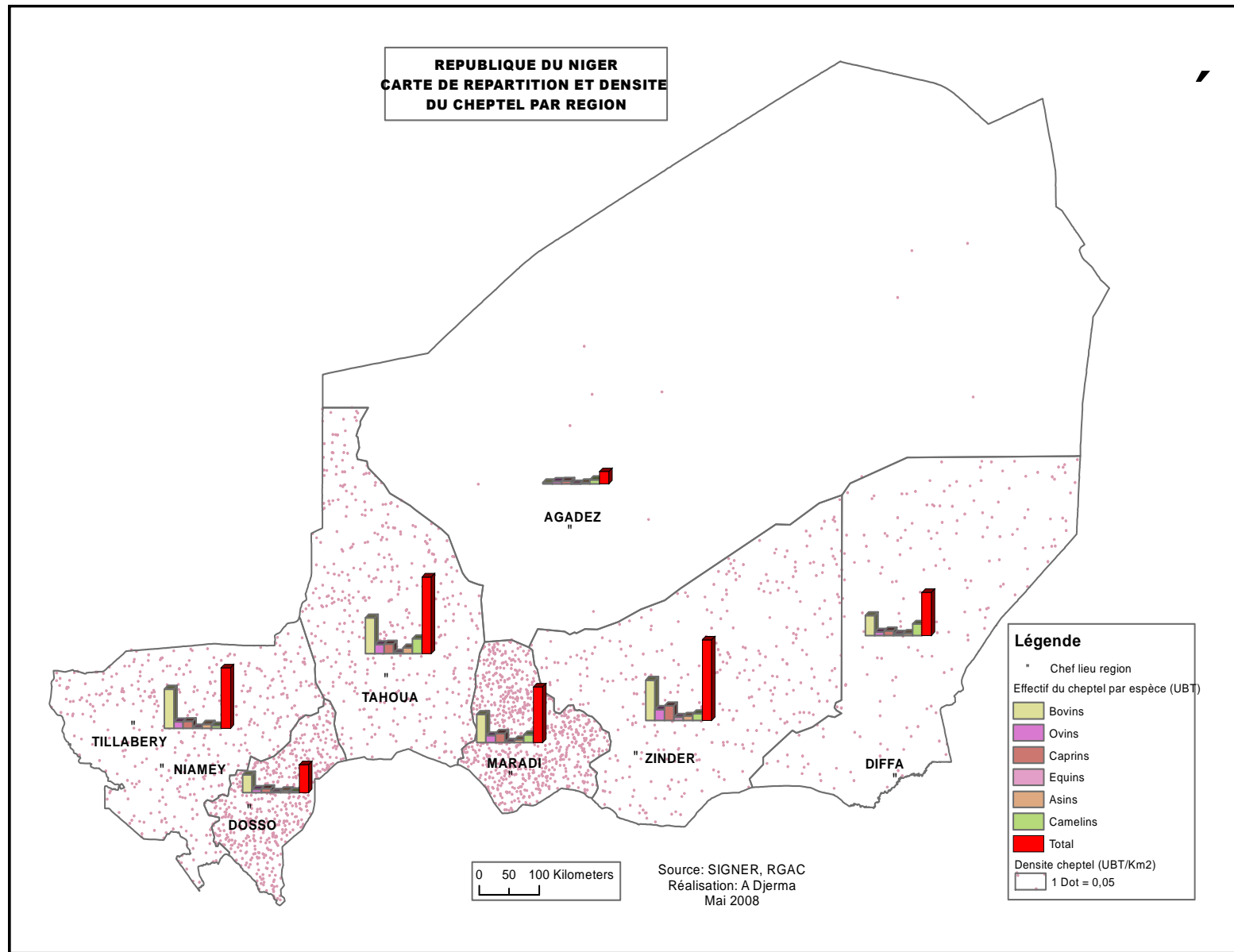
C'est autour de ce cheptel important et varié mais diversement réparti sur le territoire, que s'organisent les productions laitières pour répondre à une demande sans cesse croissante en protéines d'origines animales.

---

<sup>2</sup> Données du recensement général de la population et de l'habitat de 2001

<sup>3</sup> Bovin=0,8 UBT, Ovins et caprins = 0,15 UBT, camélin et équins = 1 UBT, 1 asin = 0,5 UBT

Figure 1 : Répartition spatiale du cheptel national





## **2.2. Les systèmes de production**

Les systèmes de production qui alimentent les filières laitières au Niger sont de divers types. Ils sont dominés par les modes extensifs de conduite des troupeaux. De façon générale, on décrit quatre grands systèmes de production : les systèmes d'élevage pastoraux, les systèmes d'élevage agro-pastoraux, les systèmes d'élevage agricoles et les systèmes d'élevage périurbains.

### **2.2.1. Le système pastoral**

---

Les systèmes d'élevage pastoraux sont localisés en zone sahélo-saharienne, la partie septentrionale du pays recevant moins de 150 mm par an. Ce faible niveau de précipitations en fait des zones exclusivement pastorales consacrées aux activités d'élevage. L'élevage pastoral est caractérisé par un troupeau mixte comportant de petits et gros ruminants de races locales assez rustiques adaptées à la marche.

La mobilité sous forme de transhumance ou de nomadisme constitue la principale forme de conduite du bétail. La transhumance concerne 16 % du troupeau nigérien. Elle est pratiquée par les peuls et les touaregs qui effectuent des déplacements d'amplitudes variables du nord vers le sud. Le nomadisme concerne 18 % du cheptel et consiste en une migration de toute la famille selon un schéma non prédéfini, en fonction des ressources disponibles, mais dans une aire caractéristique du groupe ethnique. Ce mode d'élevage est en principe l'apanage des populations peules qui le pratiquent en toute saison, mais le besoin d'avoir un terroir d'attache dans le contexte actuel de décentralisation contraint ces populations nomades à se reconvertir à la transhumance (Pacholek, 2001).

La production laitière du bétail dans les systèmes d'élevage pastoraux reste faible et se situe respectivement pour les vaches et les chamelles autour de 2 à 3 litres et 4 à 6 litres. Faute de possibilité de commercialisation, le lait produit est surtout autoconsommé. Afin d'éviter des pertes en périodes de pics de production (saison des pluies), des quantités non négligeables sont transformées en beurre, lait caillé et fromages. Ces produits dérivés sont le plus souvent autoconsommés par les familles. Seule une faible partie est commercialisée sur les marchés hebdomadaires lors des déplacements des troupeaux.

En définitive, les systèmes d'élevage pastoraux alimentent très peu les filières laitières marchandes au Niger à cause des difficultés de collecte régulière du lait dues :

- à la saisonnalité avec des périodes de forte production et de faible production ;
- aux faibles niveaux de production des races locales ;
- à l'atomisation de la production due à la dispersion et à la mobilité des élevages ;
- au décalage spatio-temporel entre les lieux de fortes productions (zone pastorale, période d'hivernage) et les lieux de forte consommation (zone agricole, période chaude).

### **2.2.2. Le système agro-pastoral**

---

Les systèmes d'élevages agro-pastoraux se rencontrent le plus souvent dans la zone de transition entre la zone pastorale et agricole. Les éleveurs des systèmes d'élevages agro-pastoraux sont détenteurs de petits troupeaux de petits ruminants (ovins et caprins) et de gros ruminants (bovins

et dromadaires) de races locales. La taille des troupeaux est plus petite que celle des élevages pastoraux. L'embouche et la production de lait sont les deux fonctions des élevages. La transhumance est le principal mode de conduite des animaux. La complémentation alimentaire sélective est souvent pratiquée en faveur des animaux à l'embouche ou des femelles en lactation. La production laitière est en partie autoconsommée et en partie transformée. En effet, l'éloignement des centres de consommation et l'absence d'un réseau de collecte obligent ces élevages à se spécialiser dans la transformation du lait. La partie transformée est commercialisée sur les marchés locaux hebdomadaires. Les différents produits obtenus après transformation sont le lait caillé, le beurre solide ou liquide, le petit lait et le fromage.

Dans la zone agro-pastorale, malgré la mobilité du cheptel, des filières laitières se sont progressivement construites autour de petits producteurs pour répondre à des demandes rurales de plus en plus importantes en produits laitiers. Les producteurs sont essentiellement des éleveurs agro-pastoraux et secondairement des éleveurs pastoraux. Les autres acteurs de la filière sont les collectrices, les transformatrices et les consommatrices. Contrairement aux systèmes d'élevages pastoraux, les excédents laitiers sont bien valorisés sous forme de produits laitiers (lait caillé, fromage, beurre...) et vendus sur les marchés.

### **2.2.3. Le système agricole**

---

Les systèmes d'élevage agricoles sédentaires concernent 66 % du cheptel nigérien. Ils se rencontrent en zone agricole où la pluviométrie annuelle permet la mise en valeur des terres pour les cultures pluviales. Les systèmes de production dominants sont l'agriculture pluviale (vivrière ou de rente) et les cultures maraîchères. La pression démographique qui pousse à la mise en valeur de tous les espaces cultivables ne laisse aux animaux que des espaces incultes et souvent stériles. Les animaux sont alors élevés dans les concessions, on parle d'élevage de case, où le bétail joue une fonction d'épargne. Ces systèmes d'élevage agricoles sont fortement intégrés aux systèmes de culture. Les animaux sont utilisés pour la culture attelée ou pour l'apport en fumure pour la fertilité des sols. En retour, les animaux bénéficient des sous-produits agricoles. Les systèmes d'élevage agricoles sont très peu spécialisés dans la production laitière. En revanche, ils sont fortement orientés vers l'embouche.

### **2.2.4. Le système périurbain**

---

Les systèmes d'élevage périurbains se développent à l'intérieur et autour des grandes villes. Ils sont caractérisés par la proximité entre zones de production et centres de consommation ainsi que par l'existence d'unités de transformation qui permet l'organisation des circuits de collecte. Deux types d'élevage périurbains sont décrits au Niger : les systèmes d'élevage laitiers périurbains traditionnels extensifs voire améliorés (noyau laitier producteur hors de la ville) et les systèmes d'élevage périurbains modernes intensifs (petit noyau laitier producteur installé en ville, nourri sur place et dont les productrices sont remplacées dès leur tarissement par des femelles entretenues à l'extérieur de la ville). Au Niger, les premiers sont de loin les plus répandus et les mieux décrits par la littérature<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Voir les travaux de Naféri, 2001 ; Vias, 2003, Mounkaila, 2005, Chaibou, 2005.

Les systèmes d'élevage laitiers périurbains traditionnels sont l'œuvre d'ethnies (peul ou touareg) qui possèdent une pratique ancestrale de l'élevage laitier. Ces populations, transhumantes à l'origine, se sont peu à peu sédentarisées autour des villes.

Les zébus constituent la grande majorité du cheptel qui fournit ce lait puisqu'ils représentent 94 % du bétail laitiers périurbains contre 6 % pour les races taurines et les différents métissages. La taille moyenne du cheptel bovin par producteur est de 17 têtes. La structure de ce cheptel confirme la forte spécialisation de ces élevages à la production laitière. En effet, les femelles en âge de se reproduire (FAR) représentent 56 %. Les taureaux (4 %), les taurillons (8 %), les génisses (16 %) et les veaux (16 %) composent le reste du troupeau. Quatre principales races de zébus sont élevées à savoir l'Azaouak (22 %), la Djèli (63 %), la Bororo (6 %) et la Goudali (3 %). Le troupeau laitier périurbain est élevé selon un mode extensif. Les parcours périurbains pauvres constituent l'essentiel du pâturage des animaux, une complémentation à base de son est assurée au retour du pâturage. Dans ces élevages laitiers, la traite se fait manuellement, deux fois par jour : le matin (avant le départ au pâturage) et le soir (de retour du pâturage).

En définitive, cette revue documentaire montre qu'en dépit d'un potentiel représenté par son cheptel, le Niger enregistre un déficit laitier important. Ce déficit est le fait de nombreuses contraintes qui se posent à l'élevage nigérien, contraintes qui sont résumées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1 : Caractéristiques, atouts et contraintes des systèmes d'élevages rencontrés au Niger**

Système d'élevage	Caractéristiques	Atouts	Contraintes
pastoraux	<p>Cheptel individuel important ;                      Structure du cheptel en faveur des femelles ;                      Races locales rustiques, faibles productrices, adaptées à la marche ;                      Mode de conduite des animaux extensif ;                      Forte mobilité du cheptel : transhumance ou nomadisme ;                      Faible voire absence d'utilisation d'intrants vétérinaires et zootechniques ;                      Autoconsommation importante ;                      Valorisation marchande du lait faible ;</p>	<p>Disponibilité de l'alimentation (pâturage naturel) ;                      Accessibilité facile à l'alimentation ;                      Coûts et facteurs de productions nuls ;                      Production quantitativement importante à l'échelle du troupeau mais productivité par animal faible.</p>	<p>Forte dépendance des animaux aux aléas climatiques ;                      Forte mobilité du bétail qui rend difficile l'organisation de la collecte ;                      Eloignement des zones de production ;                      Faible productivité ;                      Saisonnalité de l'alimentation ;                      Difficulté d'évaluation du coût de la production ;                      Absence de structuration et d'organisation des producteurs.</p>
agro-pastoraux,	<p>Cheptel individuel faible ;                      Races locales rustiques, faibles productrices, adaptées à la marche ;                      Mode de conduite des animaux semi-intensive ;                      Faible utilisation d'intrants vétérinaires ;                      Autoconsommation et vente de produits laitiers.</p>	<p>Disponibilité de l'alimentation (pâturage naturel + sous produits agricoles)                      Accessibilité facile à l'alimentation.                      Coûts et facteurs de productions nuls                      Production quantitativement importante à l'échelle du troupeau mais productivité par animal faible</p>	<p>Insécurité foncière                      Accès difficile aux pâturages                      Forte dépendance des animaux aux aléas climatiques                      Forte mobilité du bétail qui rend difficile l'organisation de la collecte                      Eloignement des zones de production                      Manque d'hygiène et problème de qualité du lait</p>

Système d'élevage	Caractéristiques	Atouts	Contraintes
agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cheptel numériquement très faible ;</li> <li>- Races locales rustiques ;</li> <li>- Mode de conduite des animaux à l'auge et/ou transhumance ;</li> <li>- Forte utilisation d'intrants vétérinaires, zootechniques et sous-produits agricole ;</li> </ul> Elevage surtout orienté vers l'engraissement.	Bonne intégration agriculture élevage ; Diversification des activités agricoles par l'élevage.	Faible technicité des producteurs ; Faible optimisation des revenus générés par les activités d'élevage ; Faible spécialisation des éleveurs à la production laitière.
laitiers périurbains traditionnels	Cheptel numériquement faible ; Structure du cheptel en faveur des femelles ; Races locales rustiques, faible productrice ; Mode de conduite des animaux extensif ; Faible voire absence d'utilisation d'intrants vétérinaires et zootechniques ; Autoconsommation très faible ; Vente de lait très élevée.	Production orientée vers la vente ; Existence de ceinture laitière ; Proximité entre zone de production et de consommation ; Existence de filières marchandes avec différents acteurs.	Effectif faible ; Faible production et surtout production saisonnière et atomisée ; Races à faible potentiel génétique ; Accès difficile à l'alimentation (absence de pâturage périurbain) et problèmes d'accès aux intrants vétérinaires et zootechniques ; Faible niveau voire absence d'organisation des producteurs ; Pas de cadre de concertation ; Risque de propagation des pathologies ; Insécurité foncière ; Pollution physique du milieu (plastique, santé).

## 2.3. Présentation sommaire de la filière lait au Niger

Au Niger, l'offre de produits laitiers est le fait de la filière lait local et la filière lait importé. Les acteurs directs de la filière lait local sont les producteurs, les collecteurs, les transformateurs (modernes ou artisanaux), les unités de commercialisation des produits transformés (distributeurs et revendeurs) et les consommateurs. Les fonctions et les opérations techniques de ces acteurs sont présentées dans le tableau d'analyse fonctionnelle ci-dessous.

La filière des produits importés est animée par plusieurs acteurs parmi lesquels on trouve les importateurs, les grossistes, les demi-grossistes, les revendeurs et les consommateurs. Chacune de ces filières est décrite dans les chapitres qui suivent.

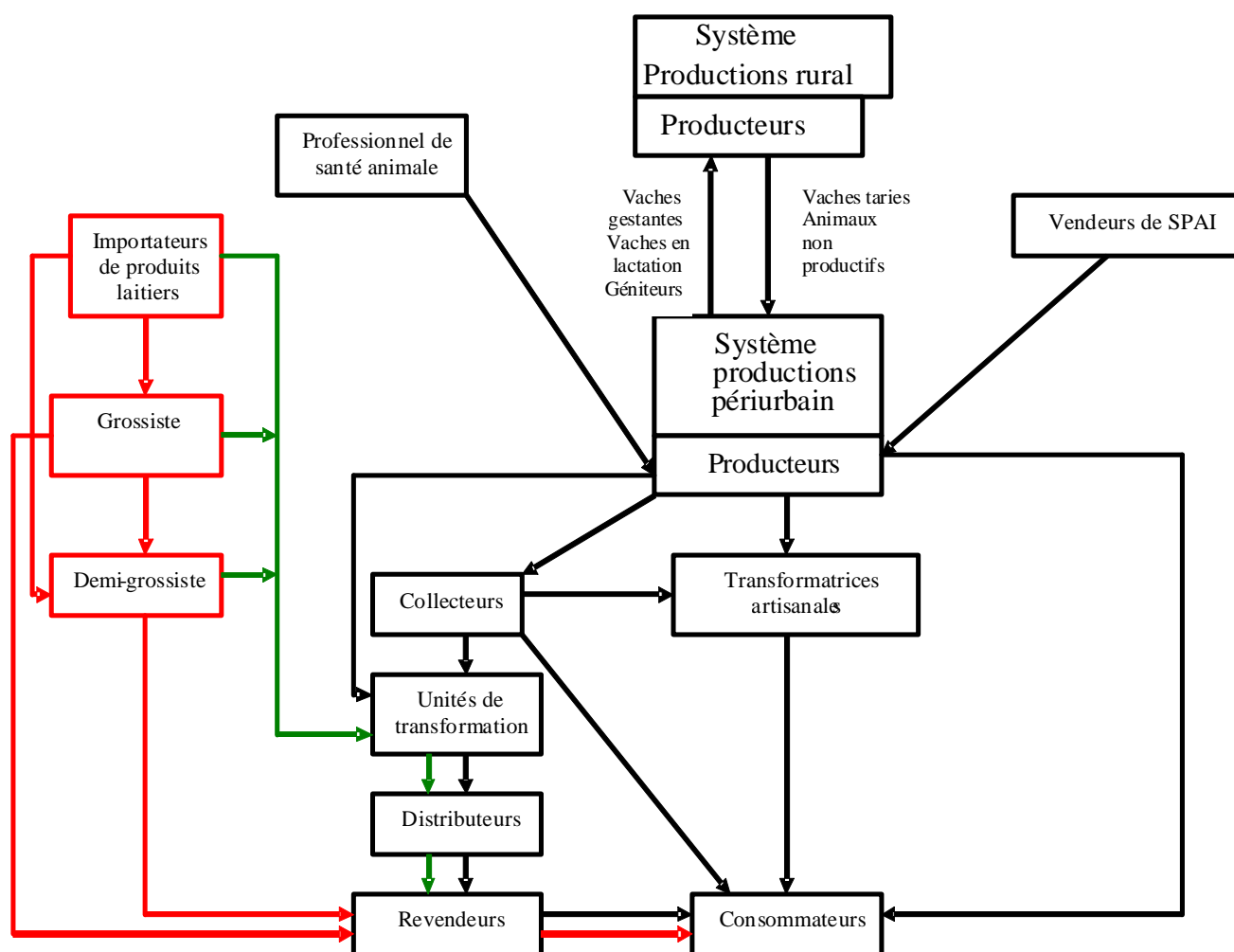


Figure: Circuit de commercialisation du lait local

→ Produits laitiers      → Produits laitiers importés et transformés      → lait local

SPAI : sous-produits agroindustriels

## 3. Les impacts de la flambée des prix des produits laitiers sur les différents acteurs

L'impact de la flambée des prix des produits laitiers a été appréhendé selon les différentes catégories d'acteur/circuit : (i) importateurs du lait en poudre, (ii) producteurs, (iii) collecteurs, (iv) transformateurs, (v) consommateurs et (vi) pouvoir publics. Chaque analyse est précédée d'une description de l'acteur et de ses stratégies avant la hausse des cours mondiaux.

### 3.1. Impacts sur les importations laitières

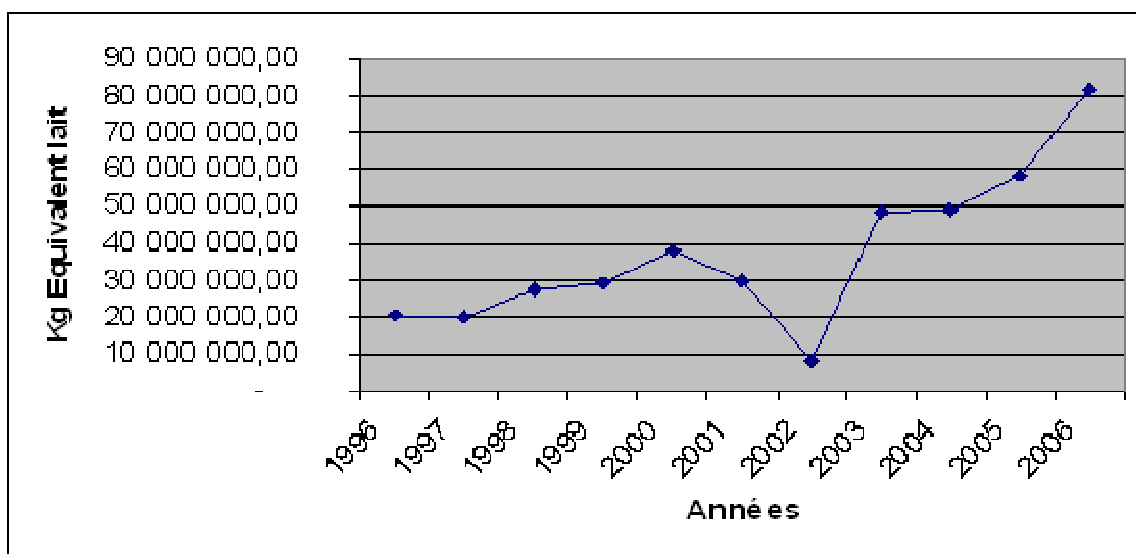
En dépit d'un cheptel numériquement important, le Niger enregistre un déficit laitier important. La production nationale ne suit pas les besoins d'une population en croissance. La consommation annuelle *per capita* de lait a régulièrement baissé depuis les années 1960, où elle est passée de 168 à 27 kg par habitant à l'heure actuelle. Pour autant, compte tenu de la croissance démographique, la consommation globale a augmenté et la production nationale ne satisfait plus que 50 % de la demande (MRA, 2001). Pour combler le déséquilibre entre l'offre et la demande, le Niger a recours aux importations massives de produits laitiers. Encouragées dans les années 70, les importations laitières ont augmenté régulièrement depuis 30 ans. Elles ont même quadruplé en quantité dans les 11 dernières années. Une étude des données disponibles auprès de l'Institut National de la Statistique du Niger réalisée par Karkara a permis de faire un état des lieux de cette envolée des importations.

#### 3.1.1. Profil des importations du lait et produits laitiers au Niger

---

Depuis 1996, les importations laitières ont quadruplé : même si elles ont connu une baisse en 2002, leur évolution montre qu'elles ont augmenté régulièrement. Elles sont en effet passées de 20 000 tonnes équivalent lait (EL) en 1996 à 82 000 tonnes EL en 2006.

**Figure 2 : Evolution annuelle des importations laitières au Niger de 1996 à 2006**



Source : INS, 2006

La structure de ces importations laitières reste dominée par le lait en poudre qui occupe 92 % des importations en quantités et 81 % en valeur. En 11 ans (1996 – 2006), le Niger a importé 380 000 t EL de lait en poudre pour une valeur de 65,9 milliards de FCFA (tableau 3).

**Tableau 2 : Structure des importations laitières au Niger**

Produits laitiers	Kg équivalent lait	Pourcentage	Valeur en FCFA	Pourcentage
Beurre	2 765 895	1	598 307 797	1
Huile de beurre	4 440	0	330 500	0
Fromage	1 345 597	0	891 331 454	1
Lait en poudre	379 779 767	92	65 912 496 235	81
Lait liquide	26 157 330	6	13 246 728 796	16
Lait concentré sucré	44 380	0	17 270 472	0
Yaourt	1 083 157	0	454 811 244	1
Total	411 180 566	100	81 121 276 498	100

Source : INS, 2006

La part du beurre, de l'huile de beurre, du fromage et du yaourt dans les importations laitières est quasi nulle. Elle se situe entre 0 et 1 % aussi bien en quantités EL qu'en valeur. La part du lait liquide est plus importante en quantité EL (6 %) et surtout en valeur (16 %). L'origine des importations laitières au Niger est très variée. Le Niger importe des produits laitiers de tous les continents : l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, l'Europe, et l'Océanie.



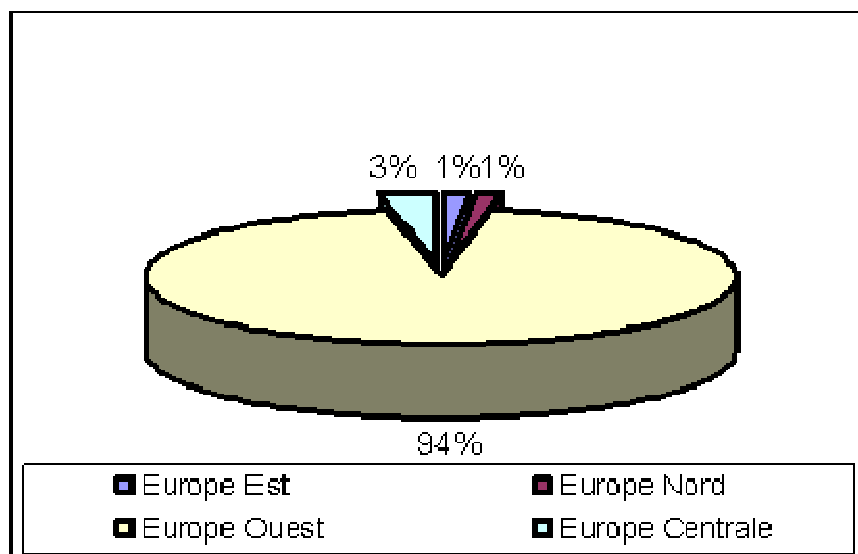
**Tableau 3 : Origine géographique des importations laitières nigériennes de 1996 à 2006**

	Valeur		Equivalent lait (Kg)	
	FCFA	%	FCFA	%
Europe	52 417 298 233	65	218 936 650	53
Amérique	20 156 908 204	25	126 591 990	31
Afrique	4 412 041 143	5	43 953 727	11
Asie	1 107 616 505	1	8 264 203	2
<i>origine non déterminée</i>	2 899 712 335	4	12 578 277	3
Océanie	1 119 361 754	0	855 719	0
Total	81 121 276 498	100	411 180 566	100

**Source : INS, 2006**

L'Europe reste, de loin, le continent qui exporte le plus de produits laitiers vers le Niger. Elle détient 65 % des importations des produits laitiers en valeurs soit plus de 52,4 milliards de FCFA sur la période de 1996 à 2006. En considérant le volume, la part européenne dans les importations laitières nigériennes est de 53 %. L'examen dans le détail de ces importations européennes montre que c'est l'Europe de l'Ouest qui détient 94 % des exportations laitières européennes sur le Niger en quantités. La France et les Pays-Bas détiennent respectivement 70 % et 12 % de ces importations laitières en provenance de l'Europe de l'Ouest.

**Figure 3 : Importations laitières nigériennes en provenance de l'Europe**



Même si la place de l'Europe reste déterminante, l'analyse des évolutions annuelles des importations laitières montre une baisse importante de la part de marché européenne à partir de 2002. En effet, les exportations laitières de l'Europe vers le Niger ont augmenté de façon régulière de 1996 à 2001, passant de 3,7 à 7,2 milliards de francs CFA, soit un doublement en 5 ans. A partir de 2001, les importations ont suivi une évolution inverse pour retomber à 2,4 milliards de francs CFA en 2004. Elles sont ensuite remontées à 3,7 milliards de francs CFA en 2006 ce qui équivaut à une baisse de moitié en 6 ans.

Alors que les importations laitières en provenance d'Europe diminuent depuis 2001, on constate une augmentation des importations de lait en poudre en provenance d'Amérique latine (Figure 3). Entre 2001 et 2006, les importations de poudre en provenance d'Argentine sont passées de 960 à 40 000 t EL. Les importations laitières en provenance de l'Asie et de l'Océanie restent marginales. En revanche, les importations laitières en provenance de l'Afrique ont représenté 11 % en quantités et 5% en valeur. La part du Maghreb dans les exportations laitières africaines au Niger est très importante. Elle représente 69 % en quantité contre 25% pour l'UEMOA et 5% pour la CEDEAO.

Le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo sont les principaux pays qui alimentent les importations laitières en provenance de l'UEMOA. La part de ces pays dans les importations laitières (en quantités) est respectivement de 33 %, 24 % et 26 %.

### 3.1.2. Caractéristiques des produits laitiers importés au Niger

La gamme des produits laitiers importés au Niger est très variée. Un sondage<sup>5</sup> rapide auprès des revendeurs des produits laitiers (alimentation générale, superettes et les boutiques de quartier) a permis d'identifier les marques des produits laitiers commercialisées sur les marchés de la ville de Niamey. Les résultats du décompte sont consignés dans le tableau ci-dessous et ont montré une diversité des marques et des produits laitiers par marque.

**Tableau 4 : Nombre de marques en fonction des produits laitiers vendus**

Types de produit laitier	Nombre de marques	Pourcentage
Lait en poudre	9	28%
Lait concentré sucré et non sucré	4	13%
Beurre	2	6%
Fromage	6	19%
Yaourt	4	13%
Lait entier pasteurisé	2	6%
Lait UHT	3	9%
Lait caillé	2	6%
Total	32	100%

Neuf marques sur 32 commercialisent du lait en poudre (28 %) contre 6 (19 %) et 4 (13 %) qui commercialisent respectivement du fromage et du lait concentré. Parmi ces marques, le sondage a révélé une spécialisation des marques. Ainsi, Belle Hollandaise, marque néerlandaise vend essentiellement 3 types de produits laitiers (lait en poudre, lait concentré non sucré et le lait concentré sucré) alors que Bridel et Président mettent sur le marché trois gammes de produits laitiers (lait frais UHT, fromages et beurre). Les marques nigériennes commercialisent surtout du lait caillé, du yaourt et du lait frais. Ce sont Niger-Lait, SOLANI et la Coopérative Laitière de Niamey.

<sup>5</sup> Il s'agit d'un décompte des produits laitiers dans les rayons des ces unités de vente. Ce décompte s'est intéressé aux aspects suivants (profils des unités de vente, types de produits laitiers vendus, marques, types d'emballage, volume du conditionnement, caractéristiques du produit, les prix actuels et passés, les stocks disponibles, le fournisseur et l'origine du produit).

Figure 4 : Echantillon des produits laitiers importés



Tableau 5 : Répartition des marques selon les types de produits laitiers et les importateurs

Types de produit laitier	Marques	Origine	Importateurs	
Lait en poudre	Basmah	Sultanat d'oman	ND	
	Belle Hollandaise	Pays Bas	Etablissement Hadad Khalil	
	DANO	Danemark	ND	
	Fanamilk	Argentine	Etablissement Ali Mossi	
	France Lait	France	Etablissement Ali Mossi	
	Lacstar	Argentine	Etablissement Houddou Younoussa	
	Lahada	Argentine	Etablissement Moussa Larabou	
	Nido	France	Nestlé	
	Regit lait	France	Etablissement Ali Mossi	
Lait concentré sucré et non sucré	Belle Hollandaise	Pays Bas	Etablissement Hadad Khalil	
	Blue cow	Malaisie	ND	
	Happy Way	Malaisie	ND	
	Omela	Pays Bas	ND	
Beurre	Président	France	Etablissement Hadad Khalil	
	Bridel	France	Etablissement Hadad Khalil	
Fromage	Ambassadeur	France	Etablissement Hadad Khalil	
	Babybel	France	Etablissement Hadad Khalil	
	Bridel	France	Etablissement Hadad Khalil	
	Kiri	France	Etablissement Hadad Khalil	
	La vache qui rit	Maroc	Etablissement Hadad Khalil	
	Président	France	Etablissement Hadad Khalil	
Yaourt	CLN	Niger	Produits fabriqués localement	
	Niger Lait	Niger		
	SOLANI	Niger		
	Yaourt Lafia	Niger		
Lait entier pasteurisé	Niger Lait	Niger		
	SOLANI	Niger		
Lait UHT	Bridel	France		Etablissement Hadad Khalil
	Candia	France		Etablissement Hadad Khalil
	Président	France	Etablissement Hadad Khalil	
Lait caillé	Niger Lait	Niger	Produits fabriqués localement	
	SOLANI	Niger		

Les emballages utilisés sont également très nombreux et varient d'un produit laitier à l'autre, et à l'intérieur d'un même type de produit. Le lait en poudre est commercialisé en boîte métallique ou en carton de 900 g, 500 g et 400 g, le plus souvent enrichi à la vitamine A et D. Le lait frais est vendu pasteurisé en sachet de 500 ml (SOLANI, Niger Lait) soit stérilisé et vendu en bouteille ou

en Tétrapak d'un litre (Président, Bridel et Candia). Le lait stérilisé est vendu sous différentes formes : UHT, écrémé, demi écrémé ou entier.

Ces différentes caractéristiques et les packaging décrits plus hauts influencent le prix de vente aux consommateurs des produits laitiers importés. En revanche, les prix des produits laitiers fabriqués localement à partir de la poudre de lait importé sont stables.

### 3.1.3. Organisation de l'approvisionnement en lait et produits laitiers

Le circuit de distribution des produits laitiers importés a été très difficile à reconstituer à cause du refus de collaboration des importateurs. Au nombre d'une vingtaine, ils importent les produits laitiers divers (poudre de lait, lait UHT, beurre, fromage, etc.) et les vendent en gros. Les établissements d'import-export sont dominants puis viennent les laiteries modernes. Ces dernières se comportent à la fois comme importatrices mais aussi achètent souvent en gros auprès des importateurs. Les principaux clients des importateurs sont les grossistes et les demi-grossistes qui revendent aux unités de vente de proximité : les alimentations générales, les supérettes des stations d'essence, les boutiques de quartiers, les boutiques de marchés...

Ces unités de vente constituent la cheville ouvrière dans la distribution des produits laitiers importés. Ces unités de vente notamment les boutiques de quartiers à cause de leur proximité constituent les lieux d'achat privilégiés pour les consommateurs et les lieux de découverte des produits laitiers mis sur les marchés. Les enquêtes de consommation réalisées par Yacouba<sup>6</sup> ont montré que 65 à 70 % des consommateurs découvrent les produits laitiers qu'ils consomment dans les boutiques contre 30 à 35 % qui les découvrent à travers la publicité.

Le lait en poudre constitue la matière première principale pour les laiteries modernes. Vingt-cinq kilogrammes de lait en poudre permettent aux laiteries de fabriquer 220 litres de lait reconstitué. Pour la laiterie SOLANI, 10 à 15 000 litres sont transformés par jour et commercialisés en lait caillé, lait frais, yaourt, beurre, etc.

**Tableau 6 : Evolution de la production de la laiterie SOLANI de 1996 à 2004**

Année	Lait de collecte (l)	Quantité de poudre (t)	Quantité de poudre (t EL)	Production totale (l)	Part lait caillé	Part lait pasteurisé	Part autres produits
1996	949.948,00	259,00	1.968,42	3.823.489,00	3.670.549,44	114.704,67	38.234,89
1997	876.289,50	258,51	1.964,65	3.930.940,00	3.773.702,40	117.928,20	39.309,40
1998	25.252,00	142,09	1.079,91	1.601.710,25	1.537.641,84	48.051,31	16.017,10
1999	367.795,00	374,04	2.842,69	4.385.099,75	4.209.695,76	131.552,99	43.851,00
2000	582.600,50	424,60	3.226,98	4.622.284,00	4.437.392,64	138.668,52	46.222,84
2001	459.455,00	626,75	4.763,32	6.992.000,00	6.712.320,00	209.760,00	69.920,00
Moyenne	543.556,67	347,50	2.641,00	4.225.920,50	4.056.883,68	126.777,62	42.259,21
Moyenne par J	1.509,88	0,97	7,34	11.738,67	11.269,12	352,16	117,39

<sup>6</sup> Yacouba Marie (2005) Analyse qualitative de la consommation de lait et de produits laitiers dans la ville de Niamey, mémoire de fin d'études d'Agent Technique d'Elevage

### 3.1.4. Profil des prix du lait et des produits laitiers importés au Niger

---

Le sondage réalisé par Karkara en 2005 a montré que les profils de prix des produits laitiers montrent une grande variété. Une harmonisation a été faite grâce à un prix exprimé en équivalent lait (P Eql) afin de faire des comparaisons. En fonction des origines, deux groupes de produits laitiers s'opposent : les produits laitiers provenant d'Amérique latine et d'Asie (Argentine, Sultanat d'Oman, Malaisie) qui sont moins chers que ceux provenant de l'Europe.

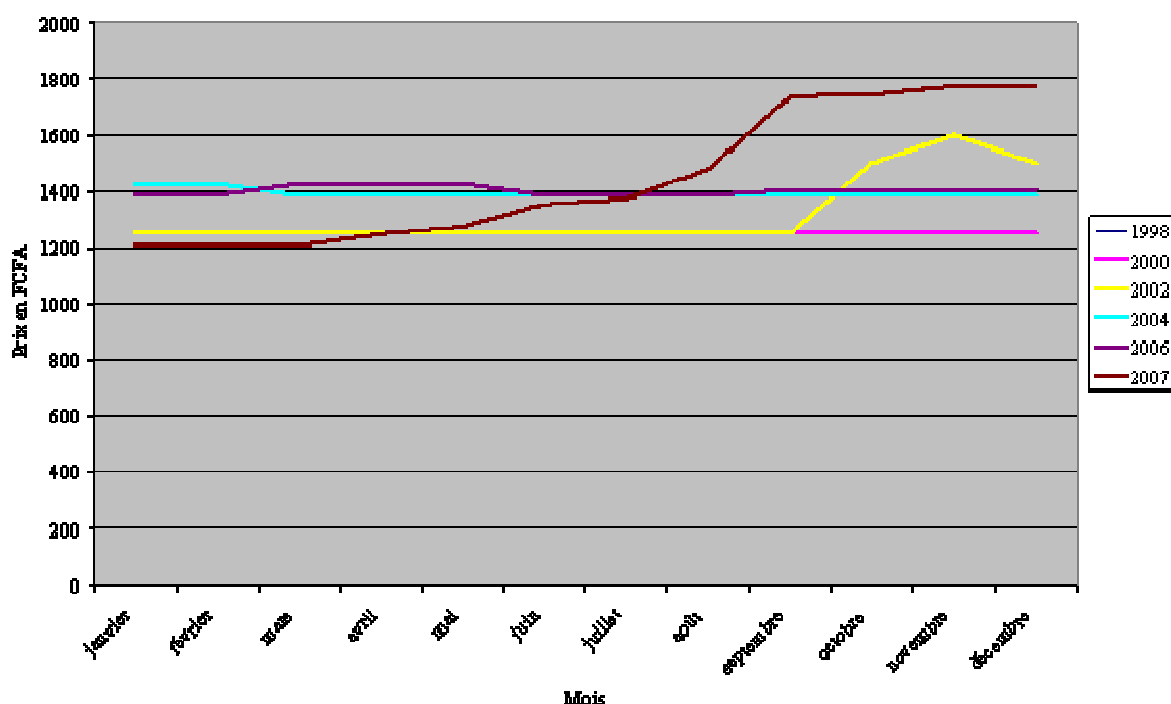
D'une manière générale, le beurre et le lait en poudre sont les produits les moins chers car le prix équivalent lait est inférieur à 500 FCFA. Les prix du lait entier pasteurisé, le lait caillé, le lait concentré et le lait UHT sont moyens et sont compris entre 500 et 1 100 FCFA. Le lait UHT et le yaourt sont deux fois plus chers que le lait en poudre. La crème fraîche et le fromage sont respectivement 14 à 5 fois plus chers que le lait en poudre.

**Tableau 7 : Prix équivalent lait en FCFA en fonction du type de produit**

Produits laitiers	Prix Eql
Beurre	483
Crème	6750
Fromage	2273
Lait caillé	700
Lait Concentré	743
Lait entier pasteurisé	523
Lait en poudre	449
Lait UHT	972
Yaourt	1092

Ce profil des prix se retrouve dans le suivi des indices des prix harmonisés des produits alimentaires réalisés par l'Institut National de la Statistique. Ce suivi a montré que le prix du lait en poudre vendu à 500 g est resté stable jusqu'en septembre 2002 où il se vendait à 1 250 FCFA. Cette même année, on a assisté à une hausse de 250 et 350 FCFA respectivement en octobre et novembre. Depuis cette année, le prix de vente du lait en poudre de 500 g oscille entre 1 300 et 1 450 FCFA.

Figure 5 : indices des prix harmonisés des produits alimentaires



Source : l'Institut National de la Statistique

En dépit du refus de collaboration des importateurs, la formation des prix a été reconstituée à partir des interviews réalisées auprès des autres acteurs de la filière. Nous prenons ici l'exemple de la marque Lacstar vendue en paquet de 500 g par les établissements Houddou Younoussa. Chez cet importateur, le prix est de 32 500 FCFA le carton de 24 boîtes (1 354 FCFA l'unité). Les grossistes et demi-grossistes le revendent avec une marge de 10 à 20 FCFA par boîte soit 240 à 480 FCFA par carton. Les revendeurs achètent auprès d'eux entre 32 740 (au-delà de 10 cartons) et 32 980 FCA (en deçà). En prenant une moyenne des prix observée chez les revendeurs de 1 625 FCFA la boîte, le carton est revendu à 39 000 FCFA soit une marge de 5 400 à 5 800 FCFA.

Tableau 8 : Formation des prix entre les acteurs de la filière : exemple de la poudre lait Lacstar

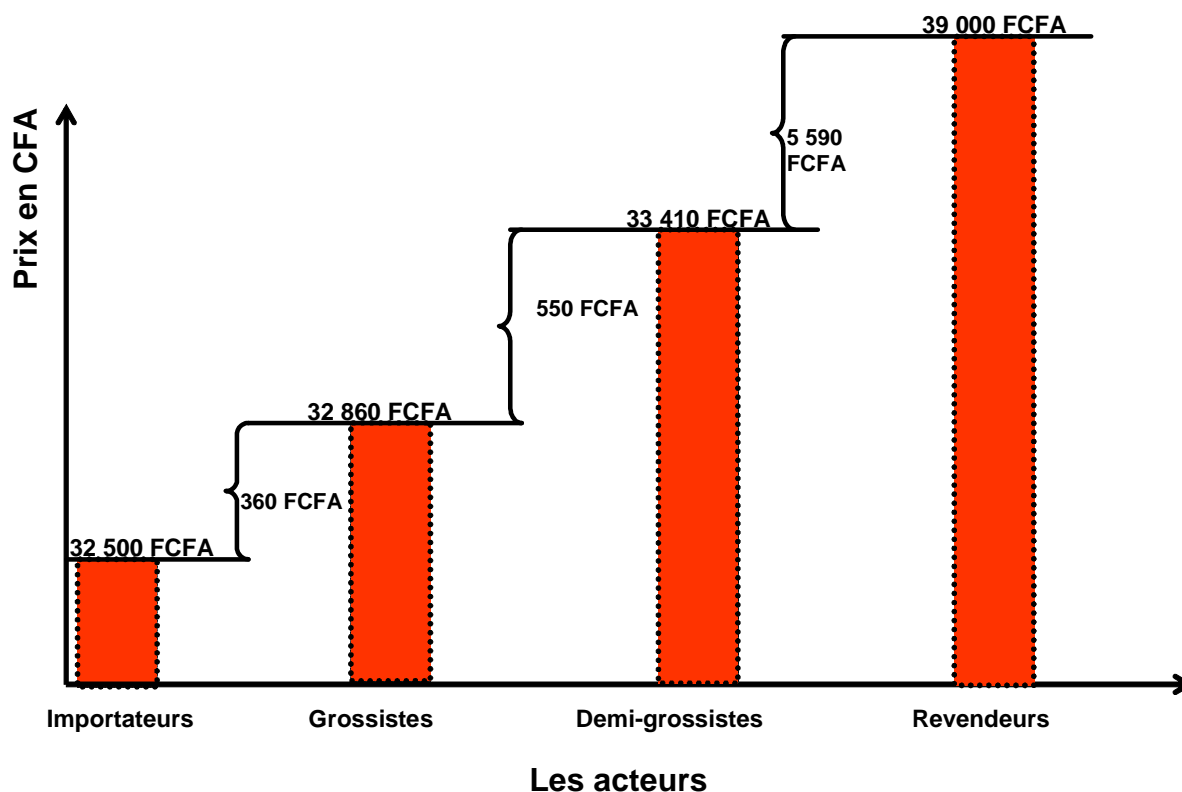
Acteurs	Formation des prix : exemple du lait en poudre Lactstar le plus vendu actuellement (carton de 24 boîtes de 500g)	Marge bénéficiaire FCFA
Importateurs (une vingtaine)	Prix vente unique = 32 500 FCFA seul	
Grossiste (quelques centaines)	Prix d'achat à l'importateur = 32 500 FCFA Prix de vente en gros (+ de 10 cartons) = 32 740 FCFA ou Prix de vente en gros (< 10 cartons) = 32 980 FCFA	240 à 480
Demi-grossiste (quelques centaines)	Prix d'achat aux grossistes = 32 740 ou 32 980 FCFA Prix de vente = 33 220 FCFA ou 33 600 FCFA	220, 460, 620, 860 en fonction des options
Revendeurs (quelques milliers)	Si achat chez le grossiste Prix d'achat = 32 740 ou 32 980 Prix de vente au consommateur = 39 000 FCFA soit 1 625 FCFA l'unité	6 020 à 6 300
	Si achat chez le demi-grossiste Prix d'achat = 33 220 FCFA ou 33 600 FCFA Prix de vente au consommateur = 39 000 FCFA soit 1 625 FCFA l'unité	5 400 à 5 800
Consommateurs	Prix d'achat = 1 625 FCA	

En général, les prix sont plus bas sur le marché central où opèrent les grossistes et demi-grossistes et restent élevés au niveau des revendeurs des quartiers périphériques. Entre ces deux pôles, les écarts de prix sont importants vont de 240 à 5 800 FCFA selon les marques et le conditionnement.

En appliquant les moyennes de prix, la figure 6 résume la distribution du profit au niveau des différents acteurs. Ce circuit montre que le plus gros profit est réalisé par les revendeurs, c'est d'ailleurs à ce niveau qu'on observe une diversité des prix appliqués. Ceci peut s'expliquer par les faibles quantités vendues. Les enquêtes réalisées auprès des boutiques montrent que les stocks disponibles dans les rayons par produit laitier importé ne dépassent guère les 30 boîtes. En plus la concurrence entre vendeurs est très forte. En effet, à chaque coin de rue on trouve soit une boutique de quartier, une superette ou une alimentation générale qui vend au détail. Le délai mis pour vendre un produit est rattrapé sur la marge.

En revanche, les marges appliquées par les grossistes et les demi-grossistes sont faibles mais les quantités vendues sont énormes. Ces acteurs jouent sur les quantités vendues.

**Figure 6 : Echelle des prix entre importateurs et revendeurs de lait en poudre**



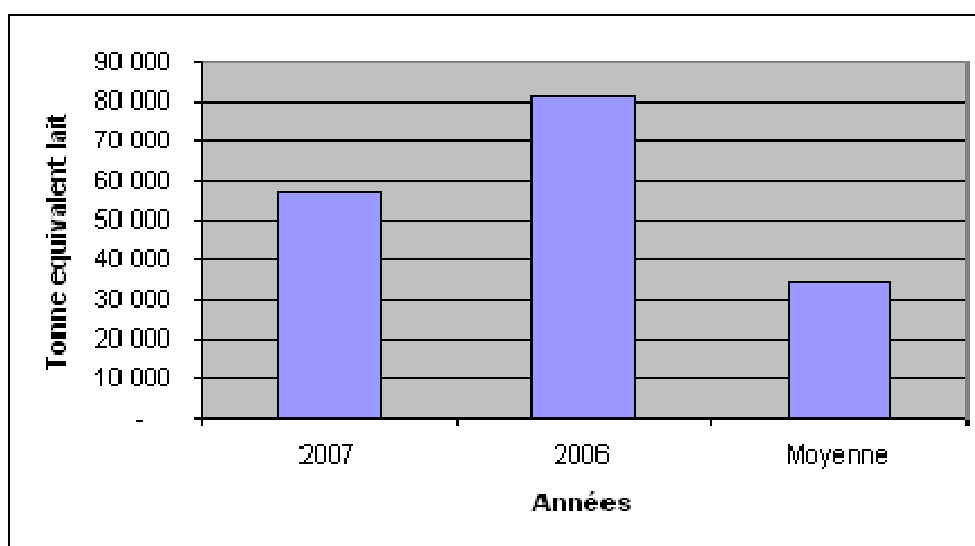
Ce tour d'horizon montre une nette tendance à l'augmentation des importations laitières au Niger. Ce phénomène est d'ailleurs observé dans de nombreux pays africains. La faiblesse des productions locales, la forte urbanisation, les prix mondiaux très bas des produits laitiers et le niveau de vie de la population sont des facteurs souvent avancés pour expliquer la persistance des importations laitières. Or, de nombreuses voix s'élèvent de plus en plus pour dénoncer cette situation de dépendance africaine aux importations laitières et plaident pour une limitation des importations laitières (protection par des droits de douane et levée des subventions à l'exportation) et pour des politiques de promotion des filières laitières locales. L'argumentaire est

construit sur le fait que la levée des subventions à l'exportation et le relèvement des droits de douane amélioreraient la compétitivité des filières locales et inciteraient les pouvoirs publics à mettre en place des politiques de soutien. La brusque flambée des prix des produits laitiers observée depuis 2007 nous place dans cette hypothèse.

### 3.1.5. Conséquences de la hausse des prix sur les importations des produits laitiers

La hausse de prix des produits laitiers a induit une baisse importante des importations laitières de 31 000 tonnes entre 2006 et 2007 (diminution de 28,4 %), soit une baisse de 3,4 milliards de FCFA en valeur. Cette baisse a affecté différemment la structure des importations laitières. En s'intéressant à la poudre de lait, les volumes importés ont baissé de 24 000 tonnes EL de 2006 à 2007. Néanmoins, les quantités importées en 2007 restent encore supérieures à la moyenne sur les 11 ans<sup>7</sup>.

Figure 7 : Quantité de lait en poudre importée au Niger en 2006 et 2007



Le lait en poudre conditionné en emballage de 25 kg représente aujourd'hui 42 % (3,7 milliards de FCFA) en valeur de la poudre de lait importée et 36 % en volume soit 20 000 tonnes équivalent lait. Les autres types de conditionnement représentent 58 % et 64 % respectivement en valeur et en volume.

Le circuit de distribution des produits laitiers importés ne semble pas être affecté par la hausse des prix : les mêmes acteurs se retrouvent avec les mêmes fonctions et les mêmes relations. Les établissements d'import/export restent les plus gros importateurs de produits laitiers et les boutiques de quartiers demeurent la cheville ouvrière de la distribution des produits laitiers importés. En revanche, **les caractéristiques de l'offre des produits laitiers sur les marchés ont profondément changé**. Ces changements ont concerné les types de produits, les marques et les prix.

Les sondages sur les marchés et Les discussions avec les gérants des boutiques de quartier ont montré que certaines marques se raréfient (30 % des boutiquiers de quartiers interrogés) et à

<sup>7</sup> Données de base INS (2006) et données de la douane (2007)



l'intérieur des marques, certains produits. D'autres marques font aussi leur apparition et commencent à inonder le marché, ce constat a été fait par 54 % des boutiquiers interrogés. Certains produits reconditionnés à partir du Nigeria ont fait leur apparition, par exemple le lait Jaggo (lait concentré sucré et lait en poudre). Cette marque se présente tantôt comme un produit importé de Malaisie, tantôt comme du Nigeria. Actuellement, 95 % des boutiquiers de quartiers enquêtés déclarent que le lait en poudre Lacstar importé d'Argentine et le lait Jaggo vendu en poudre et en concentré sucré constituent l'essentiel de leur chiffre d'affaires en produits laitiers.

Globalement, les produits laitiers importés d'Europe se raréfient au profit des produits laitiers importés d'Amérique Latine. C'est l'exemple des marques comme France Lait.

Par ailleurs, la brusque flambée des prix mondiaux observée ces dernières années s'est répercutée brutalement sur les prix intérieurs. Ainsi, les prix au détail de certains produits ont augmenté significativement. Le prix du lait en poudre *Labada*, marque la plus distribuée au Niger, a augmenté de 45 % entre 2006 et 2007... Sur un plus long terme, ces prix ont doublé si on compare les cours de 2006 à ceux de 1995.

**Tableau 9 : Evolution des prix de la poudre de lait importée**

Importateurs	Origine	Marque	Présentation	Vol/poids	Lieu de vente	Analyse des prix en CFA		
						2005	2008	Différence
Nesté	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	400g	Alimentation générale	1 850	2 250	
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	400g	Superette	1 600	2 500	
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	400g	Boutique	1 500	2 250	
					Moyenne	1 650	2 333	683
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	900g	Boutique	3 000	4 500	
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	900g	Superette	3 500	4 750	
					Moyenne	3 250	4 625	1 375
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	2500g	Alimentation générale	8 875	12 200	
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	2500g	Superette	8 875	12 500	
	Pays Bas	Nido	Boîte métallique	2500g	Boutique	8 000		
				Moyenne	8 583	12 350	3 767	
Etablissement Ali Mossi	France	France lait	Boîte métallique	400g	Superette	1 355		
	France	France Lait	Boîte métallique	400g	Boutique	1 300		
	France	France lait	Boîte métallique	400g	Boutique	1 600		
	France	France lait	Carton	400g	Boutique	1 300		
					Moyenne	1 389		
	France	France lait	Carton	500g	Boutique	1 000		
	France	France lait	Carton	500g	Alimentation générale	1 200		
	France	France lait	Carton	500g	Alimentation générale	1 525		
	France	France lait	Boîte métallique	500g	Superette	1 460		
					Moyenne	1 296		
	France	France lait	Boîte métallique	900g	Superette	3 000		
	France	France lait	Carton	900g	Superette	3 300		
				Moyenne	3 150			
Etablissement Houdou Younoussa	Argentine	Lacstar	Carton	500g	Boutique	1 000	1650	
	Argentine	Lacstar	Carton	500g	Boutique	1 000	1600	
					Moyenne	1 000	1.625	625

Importateurs	Origine	Marque	Présentation	Vol/poids	Lieu de vente	Analyse des prix en CFA		
						2005	2008	Différence
Etablissement Moussa Larabou	Argentine	Lahda	Carton	500g	Boutique	1100		
	Argentine	Lahda	Carton	500g	Alimentation générale	1000		
					Moyenne	1.050		
Etablissement Ali Mossi	Argentine	Fana milk	Carton	500g	Boutique	1350		
	Argentine	Fana milk	Carton	500g	Alimentation générale	1000		
					Moyenne	1.175		
Etablissement Hadad Khalil	Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	400g	Superette	1500		
	Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	400g	Alimentation générale	1250		
	Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	400g	Boutique	1250		
					Moyenne	1.333		
	Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	900g	Superette	3500		
	Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	900g	Superette	3000		
		Belle Hollandaise	Boîte métallique	900g	Alimentation générale	2600		
					Moyenne	3.033		
	Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	2500g	Boutique		12000	
Pays Bas	Belle Hollandaise	Boîte métallique	2500g	Boutique	7000	12000		

### 3.1.6. Le reconditionnement pour satisfaire les consommateurs

Face à la baisse du chiffre d'affaires induite par l'augmentation des prix intérieurs, 44 % des boutiquiers de quartiers interrogés reconditionnent le lait en poudre pour atteindre les consommateurs à faible pouvoir d'achat. Ils achètent le lait en poudre par 25 kg puis le reconditionnent en sachet de 2 cuillérées à café vendus à 50 FCFA. Ce reconditionnement procure aux vendeurs des bénéfices importants. Le sac de 25 kg acheté à 70 000 FCFA permet de reconditionner 2 000 sachets qui vendus à 50 FCFA rapportent 100 000 FCFA soit 30 000 FCFA de bénéfice. Cette pratique se rencontre également dans les supermarchés mais les intentions diffèrent. Les stocks dont les dates de péremption approchent sont reconditionnés puis vendus dans des sachets de 1 kg.

Par ailleurs certaines marques arrivent sur le marché en petit conditionnement. C'est le cas de Vitalait qu'on trouve à présent dans des sachets de 250 g et vendus à 750 FCFA. Enfin la marque Nido de Nestlé met sur le marché différentes sortes de conditionnement : sachets de 260 et 365 grammes, boîtes de 400 g, 900 g et 2 500 grammes. Le produit phare reste les conditionnements de 26 et 365 g vendus respectivement à 150 et 2 000 FCFA.

**Tableau 10 : Synthèse des stratégies développées par les acteurs**

Acteurs	Stratégies développées
Importateurs	<ul style="list-style-type: none"><li>- Baisse des quantités importées notamment dans les produits laitiers en provenance de l'Europe qui se raréfie (France Lait, RégiLait, Fanamilk)</li><li>- Abandon de certaines marques de produits laitiers (Lahada,</li><li>- Micro-conditionnement (Vitalait, Nido)</li><li>- Changement de caractéristiques des produits laitiers : incorporation notable de protéines végétales dans le lait en poudre et lait concentré</li><li>- Produits en provenance d'Amérique latine augmentent</li></ul>
Grossiste et demi-grossiste	<ul style="list-style-type: none"><li>- Réduction des quantités importées</li></ul>
Revendeurs	<ul style="list-style-type: none"><li>- Reconditionnement</li><li>- Diminution des quantités achetées</li><li>- Concentration sur certains produits notamment le lait en poudre et le lait concentré sucré</li><li>- Nette préférence pour le lait en poudre Lacstar et le lait concentré Jaggo</li></ul>
Consommateurs	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préférence pour les produits locaux</li><li>- Baisse dans la consommation des adultes</li><li>- Positionnement sur les micro-conditionnements</li></ul>

## 3.2. Impacts sur la production laitière

S'agissant des producteurs laitiers, l'impact de la hausse des cours mondiaux des produits laitiers n'est perceptible que pour deux catégories :

- (i) Pour les producteurs laitiers périurbains, qui étaient déjà impliqués dans la vente du lait cru auparavant ou qui se trouvent localisés dans les bassins de collecte des grandes villes ;
- (ii) Pour les producteurs laitiers ruraux, qui font l'objet d'une collecte du lait caillé à destination des grandes villes. La hausse des cours des produits laitiers se fait sentir à leur niveau par une plus grande demande de leurs produits laitiers (lait cru ou lait caillé).

Pour cette raison, l'étude s'est particulièrement penchée sur ces deux sous-filières, sachant que pour les producteurs laitiers ruraux des zones éloignées des grands centres de consommation, la situation sur le marché du lait en poudre n'a pas encore influencé les conditions de mise en marché de leurs produits.

### 3.2.1. Caractérisation des producteurs laitiers périurbains

---

Ces producteurs sont en grande majorité des éleveurs Peul pour lesquels l'élevage reste une activité principale. Ils représentent 89 % des producteurs laitiers périurbains contre 11 % pour les autres ethnies (Zarma, Haoussa, Touareg...).

Les élevages périurbains sont d'une installation plutôt récente, motivée par la dégradation des conditions de production pastorale depuis les sécheresses des années 70 et 80. Le cheptel ayant été sérieusement décimé, les éleveurs étaient à la recherche des nouvelles alternatives économiques, parmi lesquelles figure le commerce du lait cru, pour lequel une demande grandissante était en train de se développer autour de la ville.

Les nouvelles opportunités commerciales qu'offre la proximité des villes, s'accompagnent d'une détérioration des conditions de production : absence de pâturages abondants, morcellement de l'espace, précarité foncière et accès difficile à l'eau. Cette situation a obligé les éleveurs à adopter une stratégie de séparation des cheptels : le cheptel « non productif » au sens de la production laitière, reste sur des sites plus lointains ou est envoyé en transhumance, tandis que les vaches laitières « productives » sont gardées à la maison pour commercialiser le lait. Ces vaches sont souvent réunies au troupeau principal pendant l'hivernage. En fonction du niveau de production et de la demande en lait, les femelles qui tarissent avant l'hivernage peuvent être échangées contre d'autres femelles qui viennent de mettre bas. Il s'effectue ainsi un transfert incessant d'animaux entre la zone rurale et le milieu périurbain.

La production moyenne de lait des élevages périurbains connaît des fluctuations saisonnières : les vaches produisent en moyenne 2,44 litres/jour en saison des pluies contre 2 litres et 1,44 litres respectivement en saison sèche froide et saison sèche chaude. La fraction vendue représente 68 % contre 32 % destinées à l'autoconsommation.

**Tableau 11 : Exemple des quantités de lait produites et vendues en moyenne par un producteur laitier périurbain**

	Saison hivernale	Saison sèche chaude	Saison sèche froide
Nombre de vache en lactation	8		
Quantité lait traite litre/ j/ saison/vache	2,44	1,44	2
Quantité lait litre/j/saison	19,5	16	11,5
Quantité vendue litre/j	13	11	8

Le rendement des vaches laitières gardées à la maison est pour une partie corrélé à la complémentation alimentaire avec des sous-produits agro-industriels, tels que les sons, les graines de coton et les tourteaux. Ainsi s'est développée une interrelation économique étroite entre ces deux nouvelles activités marchandes des éleveurs : pour pouvoir vendre du lait, l'éleveur doit acheter des aliments de bétail.

**Figure 8 : Unité de production périurbaine**



En fonction de l'éloignement des centres de consommation, Tiémogo<sup>8</sup> a distingué six types de producteurs laitiers se différenciant à travers leurs stratégies de vente du lait produit :

- Les « producteurs–concessions » vendent leur lait directement aux ménages en faisant du porte-à-porte. Ils parcourent en moyenne 6 km pour la vente de leur lait. La stratégie de ces producteurs est de fidéliser la clientèle pour réduire la distance à parcourir qui est préjudiciable à la stabilité du lait.
- Les « producteurs–laiterie » vendent leur lait directement aux unités de transformations. Ils parcourent en moyenne 15 km par jour pour vendre leur lait.
- Les « producteurs-marché » établissent des points de vente à une distance moyenne d'un km de leur exploitation pour la commercialisation du lait.
- Les « producteur collecteurs » vendent leur lait aux collecteurs.
- Les « producteur-ferme », à la différence des précédents, commercialisent leur lait dans leur exploitation à tout ceux qui se présentent.

<sup>8</sup> Contribution à l'étude de commercialisation du lait de vache au Niger : cas de la communauté urbaine de Niamey, Tiémogo (2001)

- Les « producteurs-opportunistes », qui n'ont aucune pratique de vente bien connue et exploitent toute situation favorable pour commercialiser leur production.

Une étude récente menée en collaboration entre le PSEAU/IRAM et KARKARA a fait ressortir qu'au niveau des élevages périurbains, la vente des produits laitiers participe de 30 à 50 % à la satisfaction des besoins des ménages concernés (cf. tableau ci-après).

**Tableau 12 : Contribution des principales activités au produit de la concession, site de Feto Bokki, Commune de Hamdallaye**

Activités	Contribution aux besoins	Part (%)
Vente de bétail	339 700 FCFA	23 %
Vente de lait frais	491 400 FCFA	33,2 %
Vente produits laitiers	49 400 FCFA	3,3 %
Production agricole	262 500 FCFA	17,7 %
Lait frais (auto consommation)	109 500 FCFA	7,4 %
Lait caillé (auto consommation)	228 125 FCFA	15,4 %
Total	1 480 625 FCFA	100 %

### 3.2.2. Les producteurs laitiers ruraux

Les producteurs laitiers ruraux sont issus des systèmes pastoraux et agropastoraux, répartis sur tout le territoire nigérien. Le lait ne joue pas le même rôle dans l'économie des ménages qu'au niveau des élevages périurbains. La production est en grande partie autoconsommée, sinon laissée aux veaux. Les ménages pratiquant la transhumance peuvent occasionnellement commercialiser des produits laitiers, chaque fois qu'ils se rapprochent d'un centre urbain.

Il existe des pratiques de transformation artisanale qui permettent de stocker le lait de différentes manières en fonction de la distance aux centres de consommation et du surplus de lait disponible. Parmi les produits de transformation, on peut citer :

- Le lait caillé, obtenu par fermentation spontanée non contrôlée du lait directement récolté. La fermentation se fait en un jour pendant la saison chaude et nécessite deux jours en saison froide.
- Le beurre solide, obtenu selon deux procédés simples. Le premier procédé emploie la crème du lait aigre. La crème est placée dans une gourde (courge allongée) tournée à la main au début de l'opération et pour finir au lasso pour obtenir la maturation du beurre. Le second procédé utilise le lait aigre dans sa totalité. Tout le contenu de laalebasse de fermentation est placé dans la gourde pour être baratté manuellement. Le beurre solide est sous forme de petites boulettes et sert de base à la fabrication du beurre liquide. Sous cette forme, le beurre se conserve dans des calebasses contenant de l'eau ou du petit lait. La durée de conservation est de 15 jours en saison froide à 1 semaine en saison chaude.
- Le beurre liquide (ghee), obtenu en chauffant le beurre solide jusqu'à évaporation d'une certaine quantité d'eau. Le rapport varie de 400 ml à 700 ml de beurre liquide par litre de beurre solide. En plus de cette évaporation, les femmes ajoutent du sel, des oignons et une

épice « le kimba ». Ce beurre se vend aussi bien sur les lieux de production, au sein même des villages que sur tous les marchés de brousse et de ville. Il peut se conserver de 6 mois à 1 an suivant la teneur en eau restante.

- Le saré, qui est le produit résultant de l'écémage du lait aigre lors de l'utilisation du premier procédé de la fabrication du beurre. Il est vendu sur tous les marchés et est très apprécié. Sa conservation est de 2 à 6 jours suivant les températures extérieures et l'hygiène de production.

**Figure 9: Saré vendu sur un marché local (photo: Proxel)**



- Le petit lait, qui est un sous-produit issu de la fabrication du beurre. En brousse ce sous-produit est valorisé et vendu sur les marchés mais pas en ville. Sa durée de conservation est d'une semaine.
- Le fromage (tchoukou) : le lait frais est précipité avec une présure fabriquée artisanalement. Le temps de coagulation est variable. Il va de quelques minutes à 30 minutes suivant la température du lait, la température de l'air extérieur et la force de la presssure. L'égouttage et la mise en forme du fromage suivent directement l'opération de caillage et se font à l'aide d'un tapis de paille. La feuille de fromage ainsi obtenue est mise à sécher à l'air libre pendant un à deux jours. Ainsi séché et bien gardé à l'abri de la poussière, le tchoukou peut se garder de 6 mois à un an. Ce fromage est vendu sur les marchés de brousse et de ville.

**Figure 10 : Tchoukou (photo : PROXEL)**



Dans le cadre de la présente étude, il n'était pas possible de faire des enquêtes approfondies de l'impact de la hausse des cours mondiaux sur les producteurs laitiers ruraux. L'étude s'est intéressée notamment aux élevages impliqués dans des dynamiques de commercialisation du lait caillé vers les centres urbains. Les sites de production sont localisés dans une ceinture de 50 à 200



km autour des grands centres urbains. La production du lait caillé est abondante dans les zones davantage pastorales. Elle est faible voire nulle à proximité des villes provinciales.

Afin de rapprocher l'offre et la demande, plusieurs stratégies ont été développées :

- **La production du lait caillé en petite quantité à partir du lait en poudre par les femmes d'éleveurs, localisée à proximité des villes.** Soucieuses de préserver leurs sources de revenu, mais n'ayant pas ou très peu de lait cru à leur disposition, les femmes se sont ainsi créées une petite opportunité de commerce. Le lait caillé continue à être un aliment très recherché et les possibilités de débouchés sont abondantes. Les productrices sont souvent en relation avec les revendeuses dans les villes qui leur fournissent des crédits en nature (des petits sachets de lait en poudre reconditionnées en unités de 100 g), cas rencontré par exemple dans la ville de Dogon Doutchi.
- **La collecte du lait caillé par des femmes collectrices** qui rassemblent la production des productrices situées dans les sites éloignés et qui transportent des quantités importantes vers les villes<sup>9</sup>.

### 3.2.3. Réaction des producteurs face à la hausse des cours mondiaux

---

Les producteurs laitiers, qu'ils soient périurbains ou ruraux, sont peu informés de la hausse du prix du lait en poudre sur les marchés internationaux. Ils s'en aperçoivent indirectement dans la mesure où ils font l'objet d'une plus grande sollicitation par rapport à leur offre en lait cru ou en lait caillé. Ils observent également la multiplication d'acteurs qui s'impliquent dans la filière, notamment les collecteurs de lait cru dans les espaces périurbains et les commerçantes de lait caillé au niveau des centres plus ruraux.

#### Cas de la sous-filière lait cru :

Avant 2007, le transport du lait cru vers la ville a été majoritairement assuré par les ressortissants des sites laitiers eux-mêmes. Aujourd'hui, les collecteurs professionnels issus de la ville ont pris le relais. Pour les éleveurs, les opportunités de débouchés se situent désormais à proximité des sites de production, à travers des points de collecte créés par des collecteurs équipés de voitures (cf. section suivante). En dehors de ces collecteurs professionnels, qui le plus souvent agissent en fournisseurs des laiteries, il y a désormais également un mouvement des consommateurs privés qui se rapprochent des laiteries pour s'approvisionner. C'est notamment le cas des femmes transformatrices du lait caillé, qui parviennent à acheter le lait souvent à un prix très valorisant pour le producteur (300 à 400 FCFA le litre contre 200 à 220 FCFA au niveau des collecteurs professionnels).

Les éleveurs se félicitent globalement des débouchés plus sûrs. Auparavant, ils subissaient une grande instabilité dans les débouchés, car les laiteries prenaient le lait de manière parfois très

---

<sup>9</sup>

Une enquête précédemment menée a permis d'illustrer deux cas de figure dans le bassin laitier de la ville de Fillingué :

- Aminata A., qui rassemble hebdomadairement une quantité de 150 l de lait caillé. Elle loue une charrette, avec laquelle elle se rend à Fillingué. Le trajet fait deux jours. Elle arrive la veille du grand marché hebdomadaire. Le lait caillé est vendu en détail durant deux ou trois jours. Elle retourne à la maison une fois tout le stock vendu.
- Binta B., qui rassemble à peu près la même quantité, mais la transporte avec les taxis-brousse dans les faubourgs de Niamey (150 km). Arrivé à destination, le lait est vendu en gros à des productrices de la « boule » (repas traditionnel à base de mil concassé et du lait caillé). Elle retourne le même jour.

aléatoire. A défaut de pouvoir vendre le lait cru, les collecteurs étaient très souvent obligés de « brader » le lait transformé en lait caillé. Pour les producteurs laitiers, qui dans la plupart des cas cédaient le lait à crédit, cette prise aléatoire du lait par les laiteries était synonyme de pertes énormes de revenu, alors qu'ils avaient souvent investi d'importantes sommes dans l'achat d'aliments de bétail.

Pour faire face à la nouvelle demande et pour saisir l'opportunité que celle-ci présente en termes de revenus supplémentaires, les éleveurs périurbains ont réagi dans le cadre de leurs possibilités, c'est-à-dire avec les moyens modestes dont ils disposent :

- Vente de la traite du soir en lait cru : c'est le cas notamment des producteurs situés à proximité des villes. Auparavant, la traite du soir était destinée exclusivement aux besoins de la famille et à celles des femmes. Avec la nouvelle rentabilité de ce segment (jusqu'à 500 FCFA le litre), beaucoup d'éleveurs ont « brisé le tabou » et vendent cette partie de la production laitière familiale. Cet accroissement de revenus s'accompagne toutefois d'une certaine détérioration de l'alimentation familiale, qui auparavant bénéficiait d'un apport de protéines important à partir du lait autoconsommé.
- Commercialisation du lait des petits ruminants : afin d'accroître les quantités commercialisables, les producteurs laitiers ont commencé à allonger le lait de vache avec celui des petits ruminants, parfois aussi avec celui des chèvres. L'adjonction d'eau dans le lait (« mouillage ») est également une pratique courante.
- Utilisation des compléments alimentaires pour accroître la productivité : les revenus monétaires à partir de la vente de plus grandes quantités de lait offrent aux producteurs a priori l'opportunité d'acquérir des aliments de bétail, susceptibles d'accroître sensiblement les rendements laitiers. Cette disposition à la complémentation se heurte malheureusement à un marché d'approvisionnement peu fourni et contrôlé par de rares commerçants. Les sons et graines de coton sont quasi exclusivement importés et soumis à une forte concurrence internationale. Les possibilités des éleveurs se limitent souvent à l'achat de la paille de riz (zone du fleuve). Malgré leur volonté et les moyens disponibles, les éleveurs n'ont pas tellement pu utiliser cette option pour accroître la production.
- Une plus grande importance donnée aux aptitudes « laitières » des animaux présents dans les troupeaux : les critères de décision des producteurs pour vendre ou acheter des animaux se fondent désormais davantage sur les aptitudes laitières des animaux – et moins sur la morphologie de l'animal et leurs aptitudes « viande ». Au cours de l'étude, nous avons rencontré plusieurs cas où des vaches non productrices de lait ont été vendues, pour ensuite être substituées par des bonnes laitières acquises sur les marchés ruraux.
- Une amplification du système de transfert d'animaux entre la zone rurale et le milieu périurbain : si auparavant, le placement des vaches productrices près des consommateurs et le changement périodique des vaches tarées (cf. sections précédentes) était plutôt occasionnel ou sporadique, ces pratiques sont devenues systématiques, valorisant au mieux le potentiel laitier global de chaque troupeau.

Pour les producteurs laitiers périurbains, la hausse des cours mondiaux du lait, qui confère au lait cru localement produit une plus grande compétitivité, est une opportunité à saisir. Dans son

ensemble, les producteurs, contrairement à d'autres acteurs (exemples les collecteurs, cf. section suivante), n'ont pour l'instant pu répondre que de manière modeste à cette opportunité. L'accroissement des quantités collectées est surtout dû à l'accroissement des rayons de collecte, et non pas à l'accroissement des quantités moyennes collectées au niveau de chaque éleveur.

Les évolutions structurelles dans les troupeaux et dans les systèmes de production, pouvant permettre d'accroître la production et la productivité, prennent du temps et ne pourront pas s'opérer du jour au lendemain. En outre, les éleveurs périurbains font face à un certain nombre de contraintes, les empêchant de produire plus de lait, notamment l'indisponibilité et la cherté des aliments pour le bétail.

#### **Cas de la sous-filière « lait caillé »**

Les éleveurs traditionnels qui ne peuvent pas s'impliquer dans la collecte du lait cru, du fait de leur éloignement des centres de consommation et de transformation, profitent également de la hausse des cours mondiaux, à travers une plus grande collecte du lait caillé qui, à l'instar des exemples cités en 3.2.2, draine des quantités importantes vers les grands centres de consommation. L'étude n'a pas pu mener des enquêtes détaillées à ce niveau. Il ressort toutefois que, compte tenu de la sensibilité des consommateurs, la dynamique de la demande ne s'est pas traduite en une augmentation substantielle des prix du lait caillé. L'impact se situe plutôt au niveau d'une plus grande quantité collectée et au niveau de l'accès des nouveaux élevages à cette opportunité de commercialisation, du fait de l'élargissement des rayons de collecte. En ce sens, les éleveurs traditionnels dans les zones reculées font partie des gagnants de la hausse des cours mondiaux du lait.

#### **3.2.4. Rentabilité de la filière lait cru périurbaine par rapport aux produits reconstitués à base de poudre de lait**

---

Dans le cadre du réseau de recherche et d'échanges sur les politiques laitières, l'impact de la hausse des prix sur la compétitivité et la rentabilité de la production locale a été étudié par Koré en 2007. La démarche utilisée s'est basée sur l'analyse des indicateurs de compétitivité : les coûts de production, les marges brutes, le revenu net d'exploitation et les prix relatifs.

Le coût de production du litre de lait dans les élevages périurbains extensifs est en moyenne de 74 FCFA. Il est nettement en dessous du prix de livraison aux laiteries qui varie de 235 FCFA à 250 FCFA. Il équivaut environ au quart du prix de vente sur le marché (300 FCFA/litre). Les éleveurs périurbains extensifs sont donc très compétitifs sur le marché laitier de Niamey.

Compte tenu des coûts de production assez bas, les élevages périurbains réalisent des marges brutes assez élevées. Calculées sur la base de la seule production laitière et en prenant en compte l'ensemble des dépenses d'entretien du troupeau laitier, ses marges sont positives que ce soit au prix moyen de livraison aux laiteries ou au prix de vente sur le marché. Ces marges varient de 91,5 FCFA /l à 151,5 FCFA /litres selon le circuit d'écoulement.

Les charges de structures étant faibles, il en résulte des revenus nets d'exploitation positifs assez élevés soit :

- 239 354 FCFA/ an ou 19 946 FCFA/mois au prix de livraison aux laiteries,
- 420 290 FCFA /an ou 35 024 FCFA /mois au prix du marché libre.

L'élevage périurbain à travers la production laitière est une activité génératrice de revenu et donc un moyen de lutte contre la pauvreté. Il joue également un rôle très important dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition. Mais on constate que ce type d'élevage est confronté à des difficultés qui limitent ses performances. Cela est dû à sa dépendance vis-à-vis de la situation des pâturages, elle-même étant étroitement liée d'une part aux conditions climatiques incertaines, et d'autre part au fait que les aliments complémentaires deviennent de plus en plus chers et non disponibles.

**Tableau 13 : Récapitulatif de l'analyse financière du système périurbain**

Systèmes de production	Types d'éleveurs	Coût de production en FCFA	Prix du litre de lait	Marges brutes en FCFA	Revenus nets d'exploitation en FCFA
Elevage périurbain	Toute catégorie	74	235 à 300	92 à 152	19 946 à 420 290

En comparaison avec le lait reconstitué à partir de la poudre de lait, le lait produit par les éleveurs périurbains est très compétitif, tel que le montre le tableau ci-après.

**Tableau 14 : Compétitivité du lait local en fonction du système de production**

Type de lait	Coût de production en FCFA	Ecart par rapport au lait reconstitué en FCFA
Lait des élevages périurbains	74	221
Lait reconstitué	295	

### 3.2.5. Réaction des associations d'éleveurs

Parmi les Associations d'éleveurs actifs dans la filière lait, on peut compter :

- Le **Collectif des Associations Pastorales au Niger (CAPAN)**, crée en 2002, qui regroupe au total 37 associations pastorales d'envergure nationale.
- L'**Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger (AREN)** : l'association dispose d'un réseau important de groupements d'éleveurs organisés et constitue la plus grande association d'éleveurs active dans la défense des droits du monde pastoral. L'association s'implique dans le développement de la filière lait à travers des projets, pour lesquels elle a obtenu des financements externes. L'association vise à mettre en place de mini laiteries dans des localités périphériques des grandes villes. Aucune de ces mini laiteries n'a toutefois pu être opérationnalisée jusque là.
- **AGROPAST** : il s'agit d'une ONG « pastorale » qui intervient auprès des nombreux groupements dans l'espace périurbain de Niamey. L'ONG collabore avec le projet PSEAU dans la réalisation de centres de collecte de lait cru (cf. section 3.4.5) et s'implique dans tous les débats concernant le développement de l'élevage.
- Le **Groupement des Jeunes Eleveurs (GAJEL)** s'adresse plus au monde des agro-pasteurs, mais avait joué un rôle important dans le Projet Lait Sain pour le NIGER (Karkara/VSF Belgique), notamment en ce qui concerne l'organisation des collecteurs.

La stratégie des associations pastorales dans le développement de la filière lait vise la mise en place de circuits parallèles et indépendants : création d'unités de transformation artisanales à

petite échelle, au profit des coopératives d'éleveurs ou des groupements féminins, avec pour but d'approvisionner les marchés locaux.

Cette volonté de directement s'investir dans la transformation du lait en tant qu'association de producteurs et de ne pas collaborer avec les industries laitières (cf. 3.4.) s'explique par les « mésaventures » antérieures avec ces dernières. Avant la hausse des prix, les laiteries avaient affiché un certain mépris vis-à-vis du lait cru et parfois une attitude qu'on peut qualifier d'« arrogante » vis-à-vis des associations pastorales. Toutes les tentatives de rapprochement pour organiser la collecte s'étaient soldées par des échecs. Les discordes sont notamment liées aux prix proposés par les laiteries, qui, selon les associations, ne rémunèrent pas suffisamment les producteurs laitiers. De leur côté, les laiteries étaient de l'avis que le prix du lait cru ne pouvait pas dépasser le prix du lait reconstitué. Le réflexe des associations était alors de dire que, si les laiteries ne veulent pas davantage valoriser la filière lait locale, il est nécessaire que les éleveurs investissent eux-mêmes dans la transformation.

Face à la nouvelle situation, celle de la flambée des prix du lait en poudre, la position des associations pastorales n'a pas beaucoup évolué. Peu informées de la situation, elles continuent à œuvrer dans le cadre de leurs tentatives d'établir des circuits parallèles. Contrairement à d'autres acteurs, les associations pastorales se sont très peu mobilisées dans le débat public autour de la question. La méfiance vis-à-vis des laiteries industrielles, pourtant devenues favorables au lait cru, persiste. De leur côté, les laiteries continuent également à boudier les associations pastorales, préférant traiter directement avec les collecteurs, et à travers eux, avec les producteurs.

Au niveau du débat public, les associations pastorales se sont également très peu mobilisées. La passivité s'explique d'une part par leur faiblesse institutionnelle et leur capacité limitée à cerner les enjeux, d'autre part par leur préférence pour l'acquisition des financements pour des projets opérationnels de développement, au détriment de leur vocation naturelle, qui est la défense des intérêts des éleveurs. La capacité limitée à mettre en œuvre ces projets et les exigences contractuelles des bailleurs soumettent les associations à des contraintes dont elles se sortent difficilement. Peu d'espace reste alors pour les fonctions de plaidoyer et de lobbying, qui ne sont souvent qu'exercées que lorsque les associations sont sollicitées par l'extérieur (Etat, institutions internationales).

### 3.3. Impacts sur la collecte du lait cru

#### 3.3.1. Acteurs et fonctionnement de la collecte du lait cru

---

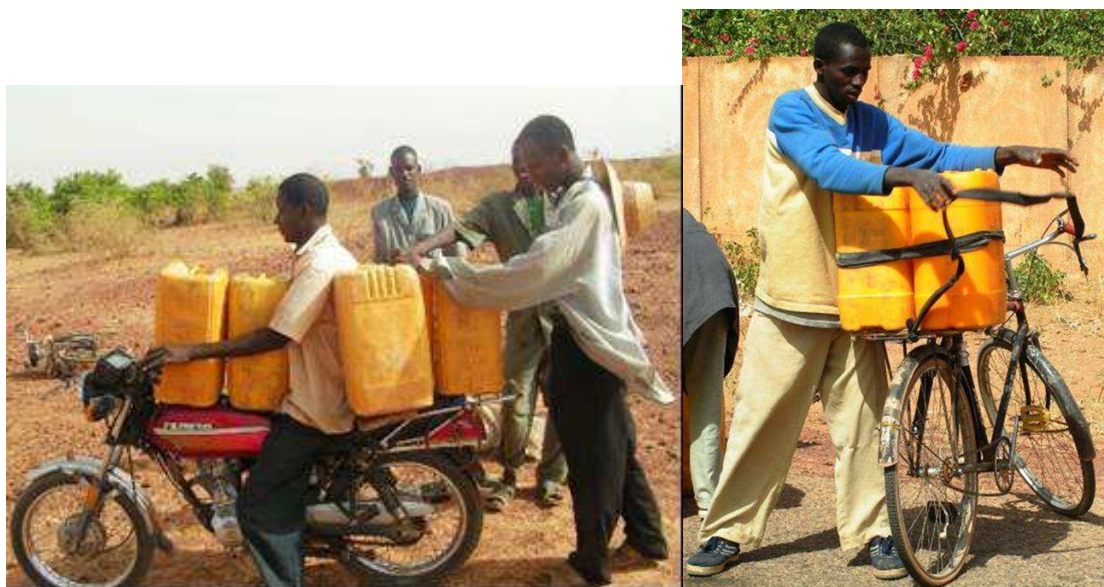
La collecte de lait cru, qui se pratique autour des grands centres urbains du Niger, est essentiellement assurée par des collecteurs informels. Dans les années 70 et 80, l'Office du lait du Niger (OLANI) avait tenté d'organiser la collecte à travers un système de collecteurs salariés. Des problèmes de rentabilité l'ont toutefois amenée à abandonner ce système. Aujourd'hui, seul le centre étatique de multiplication de la race Azawak de Toukounous, situé à 180 km de Niamey, pratique encore une collecte « formelle » (environ 800 l livrés tous les deux jours aux laiteries de Niamey à l'aide d'une camionnette). Du fait de son statut public et de l'appui par la Coopération belge, cette collecte n'est toutefois pas soumise à des contraintes de rentabilité.

La grande contrainte est le caractère atomisé de l'offre et l'enclavement de la plupart des sites de production laitière. Le système de la collecte « informelle » permet de surmonter cette contrainte. Les collecteurs sont des individus disposant d'un matériel roulant, qui réceptionnent le lait cru auprès des producteurs pour l'acheminer vers les consommateurs ou les unités de transformation. En fonction de cela, on peut distinguer :

- Les « Collecteurs - concession », producteurs laitiers dans la périphérie proche des centres urbains, qui vendent le lait collecté directement au niveau des maisons (système « abonné »), et,
- Les « Collecteurs - laiteries » qui collectent le lait auprès des producteurs pour le revendre directement aux unités de transformation. Ces derniers se déplacent le plus souvent à bicyclette ou à moto, en pirogue ou en taxi. Les distances parcourues sont de 10 à 20 km en moyenne. Une enquête du Projet Lait Sain en 2005 a recensé dans le bassin laitier de Niamey au total 150 collecteurs.

La capacité de collecte varie en fonction du moyen de transport utilisé (vélo, moto) et se situe entre 50 et 100 litres. Les récipients utilisés sont les bidons de récupération en plastique d'origine diverse (notamment des bidons d'huiles alimentaires). Ceux-ci sont adaptés aux conditions de transports, mais présentent des inconvénients sanitaires majeurs, compte tenu de leur difficulté de nettoyage aseptisé.

**Figure 11 : Collecteurs – livreur du lait à vélo et motos pour livrer le lait**



La collecte du lait commence vers 9 heures, le temps de collecte est de 40 minutes en moyenne à cause de la dispersion des producteurs et celui de livraison est de 2 heures. Au total, il s'écoule en moyenne 3 à 4 heures de temps entre la traite et la livraison du lait à la laiterie.

Le lait collecté est soumis à un contrôle sommaire par les collecteurs (aspect physique, acidité) avant d'être acheminé. Arrivé à la laiterie, des tests plus formels sont opérés. Selon les enquêtes disponibles<sup>10</sup>, 17 – 30 % du lait présenté est refusé pour défaut de qualité. Parmi les contraintes liées à la qualité figurent :

- Le statut sanitaire médiocre du cheptel (présence de zoonoses telles que la brucellose et la tuberculose, de salmonelloses et de mammites à staphylocoques) ;
- Les mauvaises conditions de la traite, de la collecte et du transport (propreté du pis, des mains du trayeur et du récipient de collecte du lait) ;
- Les mauvaises pratiques de conservation (utilisation d'antibiotiques pour prolonger la durée de conservation du lait) ;
- La durée excessive du transfert à la laiterie suite à l'absence d'un réseau organisé de collecte et à des conditions peu adaptées du transport ;
- Le mouillage du lait par addition d'eau (souvent non potable) pour augmenter le volume livré.

Dans les rapports commerciaux entre les collecteurs et les producteurs, plusieurs formules cohabitent :

- Les gros collecteurs disposent des fonds de roulement qui leur permettent de directement rémunérer les producteurs laitiers. Dans ce cas, ils doivent assumer tous les risques relatifs à

---

<sup>10</sup> MARICHATOU, H., KORE, H., MOTCHO H., VIAS G., Synthèse bibliographique sur les filières laitières au Niger ;

la qualité du lait et à sa conservation. De ce fait, ils doivent être vigilants à la réception du lait auprès des producteurs.

- Le cas plus fréquent est celui de la collecte à crédit : les producteurs ne sont rémunérés qu'une fois que les collecteurs ont reçu leurs paiements au niveau des laiteries. Dans ce cas, le risque est supporté par les producteurs qui, en cas de non-acceptation du lait à la laiterie, ne seront pas payés. De ce fait, les collecteurs appliquant ce système sont souvent moins regardant sur la qualité du lait réceptionné.

### **3.3.2. Les conséquences de la flambée des prix sur la collecte du lait cru**

#### **a. Une forte sollicitation des collecteurs par les unités de transformation**

La flambée des prix du lait en poudre a rendu le lait cru produit au Niger plus compétitif. Avec un prix moyen de 235-250 FCFA le litre, appliqué aux quais de réception des laiteries, le lait cru est au moins 20 % moins cher que l'équivalent du lait en poudre.

Les laiteries de Niamey reconstituent en effet à partir de 100 g de poudre environ 10 l de lait (à la place des 6 à 7 litres selon les normes). En juillet 2007, la tonne de poudre de lait rendue à Niamey leur revenait- y compris tous les frais d'amenée (frais d'acheminement, droits de douane, environ 30 % de la valeur marchande) - à presque 3 000 000 FCFA la tonne, soit 300 FCFA le litre de lait reconstitué.

En 2006 encore, la situation était encore inversement favorable au lait en poudre (170 FCFA). La compétitivité nouvelle du lait cru est d'autant plus grande lorsqu'on considère le taux d'extrait sec nettement plus élevé et la possibilité de valoriser la matière grasse. Selon les informations données par SOLANI, sur 100 litres de lait cru, la société parvient à produire 93 litres de lait pasteurisé et 2,3 plaquettes de beurre de 250 g.

Pour les laiteries, la substitution du lait en poudre par le lait cru est alors devenue une stratégie pour sortir de la crise (cf. section suivante). Elles sont donc désormais disposées à réceptionner toutes les quantités de lait cru disponible. Si jusqu'en 2006, les collecteurs n'étaient accueillis qu'une journée sur deux, le lait cru est désormais réceptionné quotidiennement, y compris les samedis et les dimanches.

L'offre limitée en lait cru soumet les laiteries à une concurrence acharnée par rapport à la mainmise sur la collecte. Les rapports de force se situent donc désormais plutôt au niveau des collecteurs, détenteurs d'une offre convoitée, qui se trouvent très sollicités par les laiteries. Selon nos enquêtes, les collecteurs constatent une nette amélioration des relations avec les laiteries, tel que l'indique le tableau ci-après.

**Tableau 15 : Evolution des relations entre acteurs de la filière**

Avant la hausse	Avec la hausse
Absence de concertation entre producteurs et laiterie ou entre collecteurs et laiterie	Existence de concertation entre producteurs et laiteries ou entre collecteurs et laiteries
Prix standard fixé par les laiteries et non discuté	Prix discuté avec les collecteurs par certaines laiteries (notamment les semi-industrielles)
Refus de payer à l'avance le lait	Paiement à l'avance possible
Absence de services aux producteurs	Fournitures de services aux producteurs : aliments bétail



Pour sécuriser, voir élargir leurs approvisionnements en lait cru, les stratégies des laiteries varient entre des simples mesures incitatives (un prix à l'achat légèrement plus élevé que les concurrents) et des méthodes plus agressives de « captage », à travers par exemple le préfinancement des collecteurs ou la contractualisation des approvisionnements directement avec certains groupements de producteurs laitiers.

La méthode de préfinancement, pratiquée notamment par Niger Lait, très attractive pour des collecteurs ayant généralement des fonds de roulement très faibles ou inexistant, permet aux laiteries de maintenir le prix du lait cru à un niveau bas et de sécuriser les marges bénéficiaires, sachant qu'il n'est pas envisageable d'augmenter les prix à la consommation (cf. section 3.5). En effet, les prix pratiqués aux quais de réception des laiteries n'ont guère évolué par rapport à la situation avant 2007. En moyenne, l'augmentation se situe entre 5 et 10 FCFA par litre, soit 2 à 5 %. Seules les laiteries semi-industrielles, ayant dans leur offre des produits haut de gamme, se permettent de proposer des prix substantiellement plus élevés, allant jusqu'à 280 FCFA par litre.

Malgré l'amélioration des rapports de force en faveur de l'offre et des collecteurs, ces derniers restent donc faibles sur le plan de la négociation des prix. N'étant pas ou peu organisés entre eux, les collecteurs ne parviennent pas à faire front à l'intransigeance des deux grands acteurs en place (SOLANI et Niger Lait). Une tentative de boycott de livraison organisée en mai 2008 par certains collecteurs, dans le but d'obtenir des meilleurs prix auprès des laiteries, s'est soldée par un échec, du fait du manque de solidarité de certains livreurs.

#### **b. Une réactivité importante des collecteurs, mais insuffisante pour satisfaire la nouvelle demande**

Pour les collecteurs, les avantages de cette nouvelle situation sont multiples. Ils disposent désormais d'un libre choix par rapport aux débouchés des quantités de lait cru collectées. Ils choisissent la laiterie qui leur convient, en fonction des avantages qu'elle offre (prix plus rémunérateur, préfinancement, etc.).

Ils bénéficient désormais d'une plus grande sécurité pour leurs débouchés. Avant 2006, ils se sont souvent vus contraints de « brader » le lait collecté auprès des revendeuses de lait caillé, du fait des pratiques de réception très aléatoires de la part des laiteries, en fonction des stocks vendus les jours précédents, ou parfois par des contraintes internes tel que l'absence d'un agent, les mauvaises volontés, etc..

Les collecteurs disent ne plus subir de rejets arbitraires du lait livré. Au contraire, ils bénéficient d'une plus grande souplesse dans l'appréciation de la qualité du lait livré, avec une réévaluation de critères permettant de réceptionner désormais des lots de lait qui auparavant n'auraient pas été jugés acceptables.

Pour pouvoir élargir leur niveau de collecte, les collecteurs bénéficient en outre d'un allongement de l'heure limite de réception (12h30 au niveau de Niger Lait).

Face à ces opportunités, les collecteurs – individuellement pris – ont démontré une grande capacité de réaction. Non seulement leur nombre a sensiblement augmenté, les moyens utilisés et les volumes collectés par individu ont également évolué.

L'utilisation des voitures et pick-up a permis l'allongement des distances. On assiste à l'émergence des réseaux de collecte structurés qui relient plusieurs niveaux de collecte : des « collecteurs primaires », équipés de vélos, assurent la collecte du lait au niveau des sites de production en brousse. Des collecteurs « secondaires » en prennent la relève au niveau des points de ralliement, qu'on peut appeler « points de collecte ». Ces derniers acheminent le lait vers les bords des routes goudronnées où le lait est repris par des grossistes équipés de voitures, qui assurent le transport notamment vers les unités de transformation industrielles (les unités artisanales ayant leurs propres circuits et moyens de collecte).

**Figure 12 : Point de relais d'un réseaux de collecteurs sur la route Niamey – Dosso**



Ces réseaux permettent de collecter du lait auprès des producteurs sur des sites de plus en plus éloignés, qui auparavant n'avaient pas accès au marché du lait cru. Les prix aux producteurs sont fixés en fonction de la distance. Le tableau ci-après résume les différents prix pratiqués en fonction de la distance.

**Tableau 16 : Configurations de collecte en fonction de la distance et du moyen de transport utilisé**

Distance	10 km	40 km	80 km
Moyen de transport	Éleveurs ou collecteurs à Pied ou à vélo	Vélo ou en moto	Voiture reliée par des motos et des vélos
Quantité transportée	20 – 50 l	50 – 100 l	300 – 600 l
Prix éleveur lait cru	250-300 FCFA/l	200 FCFA/l	150 – 200 FCFA/l

La rentabilité de la collecte amène les collecteurs à effectuer des investissements importants dans les moyens de collecte. Les collecteurs grossistes continuent à investir dans des voitures supplémentaires. Certaines laiteries équipent les collecteurs primaires et secondaires avec des motos dans le cadre des systèmes « contrat - vente » (remboursement progressif avec les bénéfices de la collecte).

### **c. Une politique de fidélisation non seulement des collecteurs, mais aussi des producteurs**

Au même titre que les collecteurs sont fidélisés par les laiteries, notamment par les laiteries industrielles, les producteurs se voient fidélisés par les collecteurs. Des pratiques que l'étude a pu recenser sont (i) l'octroi de crédits, en argent ou sous forme d'aliments de bétail, que le collecteur

recupère progressivement sur le lait collecté (ii) les cadeaux tels que la cola, le sucre, le thé ou encore du sel pour les animaux.

L'inverse existe également : les producteurs de lait sur des sites éloignés cherchent à attirer des collecteurs leur permettant d'accéder au marché du lait cru.

#### **d. Le développement de nouveaux circuits de collecte**

Malgré leur disposition à réceptionner des grandes quantités de lait cru et toutes les pratiques décrites, les laiteries disent ne pas pouvoir sensiblement augmenter le niveau de collecte à leur niveau. Certaines laiteries s'en sortent mieux que d'autres du fait de stratégies de « sécurisation » plus efficaces.

Le niveau actuel de la collecte du lait cru est difficile à estimer. Les acteurs rencontrés partent de l'hypothèse d'un doublement du niveau de la collecte depuis la hausse des cours mondiaux. Cependant, ce lait supplémentaire collecté semble échapper aux laiteries. Parmi les causes figure l'existence de circuits parallèles qui ont toujours existé mais qui s'amplifient sous l'effet de la conjoncture favorable. Parmi ces phénomènes constatés on peut citer :

- **Les vendeuses de « boule » qui utilisent plus de lait frais en remplacement du lait en poudre** : la « boule » est un repas traditionnel nigérien à base de mil concassé et mouillé et de lait caillé. Elle est préparée par des femmes positionnées à des endroits stratégiques dans les quartiers. Il s'agit d'un petit repas rapide pris au cours de la journée à partir de 12h. Il ressort des entretiens que le lait caillé en provenance des sites ruraux n'avait jamais suffi pour satisfaire la demande. Donc depuis longtemps, le lait caillé pour produire la boule était pour une grande partie originaire d'une transformation du lait en poudre. L'existence du lait en poudre reconditionné dans des petits sachets avait facilité cette transformation très artisanale. La flambée des prix du lait en poudre menace les conditions d'existence de nombreuses productrices de lait caillé qui avaient fondé une large partie de leurs activités économiques sur la production de la boule. Etant dans l'impossibilité d'augmenter les prix à la vente (cf. section 3.5), les femmes, à la recherche d'une matière première moins chère, se reportent désormais également sur le lait frais pour produire du lait caillé. Les enquêtes indiquent que les femmes ont tendance à développer leurs propres circuits de collecte en se rendant elles-mêmes dans les campements, en passant des commandes ou en interceptant des collecteurs, qui initialement avaient l'intention de livrer le lait à une laiterie.
- **L'amplification des ventes directes et du système d'abonnement** : la cherté des boîtes de lait en poudre dans les boutiques amène certains consommateurs à privilégier l'achat du lait frais, à travers un système d'abonnement, où le lait est livré à domicile. Les prix pratiqués se situent entre 350 et 500 FCFA par litre. Ils sont donc nettement supérieurs aux prix pratiqués à l'accueil des laiteries. Le phénomène s'amplifie également à travers l'émergence d'une clientèle qui dispose des moyens financiers pour se procurer des produits de qualité à prix supérieur. Le système d'abonnement du lait frais est l'apanage des éleveurs urbains qui produisent le lait à proximité des consommateurs. L'accroissement de la demande a toutefois fait émerger une nouvelle catégorie d'acteurs, celui du revendeur-livreur à domicile du lait frais, qui constitue un relais entre les producteurs/collecteurs et les consommateurs, et qui profite des rentes de ce segment.

### 3.4. Impacts sur le secteur de la transformation laitière

Au niveau du secteur de la transformation, le Niger dispose de trois types d'unités : (i) le secteur moderne, (ii) le secteur semi-moderne et (iii) le secteur artisanal. Toutes ces unités de transformation relèvent d'initiatives privées, depuis que l'Etat a privatisé l'Office du Lait du Niger (OLANI). Le tableau ci-après présente les caractéristiques de chaque secteur.

**Tableau 17 : Caractéristiques des secteurs de transformation au Niger**

Types	Caractéristiques	
	Technologie	Produits
Secteur moderne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques de transformation moderne</li> <li>- Grande capacité de production</li> <li>- Contrôle qualité sur la chaîne de fabrication</li> <li>- Conditionnement industriel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte utilisation du lait en poudre</li> <li>- Produits conditionnés essentiellement : yaourt aromatisé et nature, lait caillé, lait pasteurisé, beurre</li> </ul>
Secteur semi-moderne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques de transformation semi-moderne</li> <li>- Faible capacité de production</li> <li>- Contrôle de qualité sur la chaîne</li> <li>- Conditionnement manuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte utilisation du lait en poudre</li> <li>- Produits conditionnés essentiellement : yaourt aromatisé brassé et du lait caillé</li> </ul>
Secteur artisanal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques de transformation artisanale</li> <li>- Faible capacité de production</li> <li>- Absence de contrôle de qualité sur la chaîne</li> <li>- Ebullition par chauffage pour pasteuriser</li> <li>- Conditionnement artisanal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte utilisation du lait local</li> <li>- Produits vendus en vrac</li> </ul>

#### 3.4.1. Le secteur privé moderne

Le secteur moderne est composé d'unités industrielles qui étaient initialement au nombre de deux, toutes localisées à Niamey (SOLANI, Niger Lait). Ce secteur s'est enrichi récemment de deux autres unités de transformation installées respectivement à Niamey (Société Laban) et à Zinder (Grande Laiterie de Zinder). Ces laiteries sont caractérisées par une grande capacité de transformation (30 000 à 70 000 litres par jour), une forte utilisation du lait en poudre (plus de 90 % du volume total transformé) et une technique de transformation industrielle basée sur une fermentation dirigée par des ferments lactiques selon le type de produits.

##### a) SOLANI :

Initialement connu sous le nom d'OLANI (Office du Lait du Niger), cette unité a été créée en 1970 par le Gouvernement du Niger avec l'aide des bailleurs de fonds et avait pour mission d'améliorer la santé et l'état nutritionnel des populations (femmes enceintes et enfants) à travers la consommation des produits laitiers de bonne qualité vendus à des prix accessibles. Dans le cadre du programme de privatisation initié par l'Etat du Niger, l'OLANI a été cédé à un groupe

de privés nigériens en 1998, puis transformé en société anonyme (S.A) avec un capital de 750 millions de FCFA le 31 mai 1998. La société a un effectif de 50 personnes et assure la production, la transformation et la commercialisation de lait et produits laitiers.

A l'acquisition par les privés, la SOLANI avait une capacité de transformation de 40 000 l/j soit 20 000 l/j/équipe. Mais la production réelle variait entre 5 000 l à 15 000 l par jour, fabriqué essentiellement à base de lait en poudre importé. Le lait caillé sucré représente environ 96 % de la production totale, le lait frais pasteurisé 3 % et les autres produits représentent 1 %. La modernisation de l'entreprise initiée par la nouvelle direction en 2006 a permis d'étendre la capacité de la laiterie à 70 000 l<sup>11</sup>. Mais l'entreprise n'a pas pu augmenter sa production effective pour valoriser ces nouveaux investissements en raison de la hausse des prix du lait en poudre importé et d'un problème de disponibilité de la matière première (voir 3.4.4).

#### **b) NIGER LAIT :**

Société anonyme au capital de 101 millions de FCFA, Niger-Lait regroupe des associés privés (structures et individus). Elle possède un conseil d'administration et une présidence direction générale. Originellement entreprise individuelle, la société est âgée de 9 ans. Elle a été érigée en société anonyme (SA) en 1998. Le chiffre d'affaires prévisionnel pour 2004 est de 4 milliards de FCFA. L'effectif des employés se chiffre à 110 personnes. La société utilise actuellement à 100 % ses capacités productives. Elle produit 35 000 litres de lait par jour, soit 50 % de la demande journalière de lait de la ville de Niamey.

#### **3.4.2. Le secteur privé semi-industriel de transformation laitière**

Ce secteur plutôt récent est composé de petites unités de transformation semi-industrielle (Tarmamoua Ader, Lait Albarka, Coopérative Laitière de Niamey, Laitière du Sahel). Il a connu une importance grandissante à partir des années 2000. Contrairement au précédent, ce secteur de transformation est caractérisé par une faible capacité de transformation (500 à 2 000 litres par jour) et des techniques de transformation semi-industrielle. Deux modèles se côtoient dans ce secteur : les unités utilisant fortement du lait en poudre (Albarka, Laiterie du Sahel) et celles comme la Coopérative Laitière de Niamey qui valorisent exclusivement le lait local.

#### **3.4.3. La transformation du Lait cru par les laiteries et les produits mis sur le marché**

Les deux grandes laiteries modernes transforment quotidiennement entre 1 500 à 2 000 litres de lait cru. On estime qu'environ 5 000 à 7 000 litres de lait cru sont transformés quotidiennement dans les laiteries industrielles et semi-industrielles de Niamey.

A la réception elles font une analyse physico-chimique du lait frais (acidité, densité et pH). Une partie du lait livré aux laiteries est mal ou non valorisée en raison de sa mauvaise qualité. Ainsi, la quantité de lait refusée par la laiterie SOLANI pour défaut de qualité est évaluée entre 17 et 30 % du lait présenté. Les causes principales de cette défaillance qualitative sont : le statut sanitaire médiocre du cheptel, les mauvaises conditions de la traite, les mauvaises conditions de conservation, la durée excessive du transfert à la laiterie suite à l'absence d'un réseau organisé de

---

<sup>11</sup> B Souley communication à l'atelier régional sur l'utilisation de la lactoperoxydase en 2005 à Niamey

collecte et à des conditions peu adaptées du transport, la fraude pour augmenter le volume de lait livré par addition d'eau.

Les laiteries mettent sur le marché des produits de mêmes caractéristiques notamment :

- le lait fermenté ou caillé conditionné en sachets de 250 ml,
- le yaourt brassé aromatisé (banane, fraise, vanille ou ananas) conditionné en sachets, en bouteilles de 200-250 ml ou en pots,
- le beurre pasteurisé conditionné en sachet de 250 g et en pot de 1 kg,
- divers autres petits produits dont la crème fraîche, le dégué....

**Figure 13 : Echantillon de produits**



#### **3.4.4. Les conséquences de la hausse des prix**

---

Le renchérissement du lait en poudre a mis les unités de transformation de lait dans une situation difficile, notamment celles qui dépendent pour une majeure partie de cette matière première. Le quasi-doublement des coûts de la matière première réduit sensiblement les marges bénéficiaires des entreprises. Sur les 500 FCFA qu'elles obtiennent par la vente d'un litre de yaourt (5 sachets de 200 ml à 100 FCFA), il ne leur reste après déduction du coût de la matière première (300 FCFA environ) que 200 FCFA pour la couverture de leurs charges d'exploitation.

Une augmentation des prix à la consommation a été très difficile à négocier avec les consommateurs. Les unités de transformation au Niger avaient essayé en mai 2007 de majorer de manière concertée les prix des produits finis de 25 % (150 FCFA à la place de 100 FCFA). La chute des chiffres d'affaires estimée à 75 % les a toutefois vite dissuadées. Une à une, elles sont revenues sur les anciens prix de 100 FCFA, afin de maintenir leur position sur le marché. Seul les deux petites laiteries Laiterie du Sahel et CLN sont parvenues à imposer des prix plus élevés sur leurs produits « haut de gamme » (yaourt à base de lait cru en bouteille, 1 000 FCFA le litre). Les trois autres grands acteurs, transformant des quantités nettement plus élevées, se concentrent sur leurs produits de masse (le sachet de 100 FCFA), dont la clientèle (le secteur informel en ville, les voyageurs, les élèves.....) supporte difficilement une quelconque augmentation des prix.

Cette situation est d'autant plus difficile à digérer pour les unités de transformation qu'elles viennent toutes, en 2006, d'opérer des investissements importants au niveau de leurs chaînes de

transformation du lait en poudre, financés à travers des crédits bancaires qu'elles sont en train de rembourser.

En dehors de la diminution des marges, les laiteries subissent des problèmes d'accessibilité à la matière première, le lait en poudre restant la principale matière première. Au cours du premier semestre 2007, les laiteries ne pouvaient passer des commandes qu'en se regroupant pour acheter des grosses quantités directement sur le marché mondial, les fournisseurs habituels n'ayant pas été en mesure de les approvisionner. Une certaine accalmie de la situation s'est installée courant le premier semestre 2008.

Compte tenu des problèmes des marges et d'accessibilité à la matière première, les laiteries, notamment les deux grands acteurs (SOLANI et Niger Lait) ont globalement diminué les volumes transformés. La production actuelle se situe à environ 50 % du niveau de production de 2006.

#### **3.4.5. Les stratégies internes privilégiées**

---

Les stratégies des laiteries pour surmonter la crise sont diverses. Elles se situent surtout dans le court terme, afin de minimiser les pertes. Sur le long terme, les laiteries ne disposent pas d'une stratégie cohérente.

La réaction première des laiteries suite à la flambée des prix a été de diminuer de moitié le volume d'activité puis de tenter une augmentation du prix de vente des produits mis sur le marché.

L'échec de cette stratégie à cause de la mévente a conduit les laiteries à revenir aux prix initiaux mais à compenser le manque à gagner en diluant le lait. Initialement, 25 kg de lait en poudre permettaient de reconstituer 190 litres de lait. Avec la hausse des prix, les laiteries se permettent de reconstituer 250 litres à partir de la même quantité de la poudre du lait.

Une autre stratégie pour sauvegarder leurs marges est la réduction des quantités conditionnées en sachet. Certaines laiteries ont diminué le contenu des sachets de 25 %, sans toutefois le déclarer sur les sachets.

Les laiteries disposant des équipements de pasteurisation de lait cru (SOLANI, Niger Lait) se sont mis à substituer une partie de leur matière première par le lait cru (cf. section précédente). A ce titre, elles ont entrepris une lutte acharnée sur l'appropriation du lait cru disponible, avec des méthodes proactives pour ne pas dire agressives, visant à éliminer les concurrents.

Une autre stratégie adoptée par les laiteries est de diversifier la production au profit d'autres boissons, tels que l'eau en sachet et/ou les boissons gazeuses. C'est le cas notamment de Niger Lait et de Laban.

#### **3.4.6. Les tentatives de lobbying des industriels vis-à-vis du gouvernement**

---

Début 2007, les laiteries ont mené une action concertée pour sensibiliser les autorités sur les difficultés qu'ils rencontrent dans l'approvisionnement de leur matière première. A cette période, elles étaient le seul acteur à se mobiliser face à la crise, dont elles étaient les premières à sentir les effets.

Le but de ce plaidoyer était d'obtenir auprès de l'Etat des appuis divers :

- suppression des droits de douane sur les produits laitiers afin d'améliorer les marges bénéficiaires sur la base d'un prix stable à la vente ;
- constitution de stocks stratégiques de lait en poudre afin de sécuriser les approvisionnements ;
- mobilisation du lait local afin de diversifier les matières premières et pour re-bénéficier de marges bénéficiaires acceptables.

Dans le court terme, cette action concertée n'a pas conduit à une réaction concrète de l'Etat, qui - à ce moment - s'était limité à mobiliser les acteurs pour mener des réflexions sur un programme d'investissement à long terme dans la filière lait (cf. sections suivantes), mais qui n'était pas apte à résoudre le problème dans le court terme.

En constatant la faible réactivité de l'Etat nigérien, notamment du ministère en charge de la production laitière (Ministère des Ressources Animales, MRA), les laiteries ont aussi évoqué l'option de s'investir elles-mêmes dans la production laitière, à travers la mise en place d'unités de production laitière intensive de grande envergure. Toutefois, il est à noter que le Niger, voire l'Afrique de l'Ouest, ne dispose pas de référentiels techniques et économiques rentables en la matière.

#### **3.4.7. L'option Sécurisation des approvisionnements à travers la promotion des élevages agropastoraux périurbains**

---

L'option d'investir dans la collecte du lait cru produit dans les élevages traditionnels est rarement citée par les laiteries. Globalement, elles préféreraient traiter avec des gros fournisseurs fiables, à l'instar du centre de multiplication de la race Azawak, à Toulounous, ou tels que des privés investissant dans des petites fermes irriguées au bord du fleuve Niger. Le potentiel des élevages traditionnels n'est pas tout à fait perçu. Leur offre en lait cru est considérée faible, instable et de mauvaise qualité. En outre, les laiteries ne croient pas en la capacité des éleveurs à s'organiser et constituer une offre cohérente, qui pourrait les satisfaire et leur permettre de collecter le lait à un coût raisonnable. Il faut reconnaître que la sécurisation des approvisionnements en volume, en qualité, en régularité nécessiterait des investissements importants pour une entreprise, d'autant que l'accompagnement des éleveurs n'est pas fondamentalement son métier.

Les initiatives de la société Niger Lait, qui essaie d'établir des contrats fournisseur avec certains groupements d'éleveurs proches de Niamey, sont à considérer comme ponctuelles et non pas comme une stratégie à long terme favorisant la mobilisation de lait à partir des élevages traditionnels organisés.

En tant qu'opérateur économique, les laiteries, quelle que soit leur envergure (industrielles ou semi industrielles), estiment ne pas avoir la capacité financière pour investir dans la collecte, à travers par exemple l'acquisition des camions citernes, dans la mesure où elles sont toutes endettées. Elles ne veulent pas non plus composer avec les organisations d'éleveurs qui pourraient pourtant mobiliser des financements - via des programmes d'aide internationale - pour la mise en place d'infrastructures de collecte. En effet les laiteries perçoivent les organisations



d'éleveurs comme trop syndicalistes et y voient un risque de ne plus pouvoir maintenir leur politique de contrôle sur les prix.

Le Projet de Sécurisation de l'Élevage et de l'Agriculture périurbains (PSEAU) est actuellement en train d'investir dans des centres de collecte du lait cru. Ceux-ci constituent des relais entre les producteurs et les laiteries. Ils assurent la réception du lait, sa réfrigération et sa conservation, en attendant son transport vers les laiteries. La réfrigération a pour but de réduire le développement des microbes et d'éviter ainsi une altération précoce du lait. Elle peut remplir cette fonction si le lait est apporté le plus rapidement possible (dans les deux heures qui suivent la traite) au centre de collecte et si elle est précédée, à la ferme, d'une bonne hygiène au niveau de la production et de la collecte primaire. À l'arrivée au centre, le lait est mesuré, contrôlé du point de vue de sa qualité, à travers des moyens simples (caractéristiques physiques et physico-chimiques). Après filtrage, le lait est aussitôt versé dans les tanks réfrigérants. Le transport vers les unités de transformation s'effectue dans des bidons en aluminium ou en inox chargés soit sur des camionnettes, soit sur des camions citernes.

Les centres de collecte sont mis en place au profit de coopératives laitières, qui développent des contrats d'approvisionnement avec les laiteries. Ils pourraient - au moins en partie - lever les contraintes des laiteries. Ces dernières restent, pour l'instant, sceptiques par rapport à cette formule, notamment en ce qui concerne l'opérationnalité des centres avec une gestion coopérative. Elles ne croient pas non plus à la capacité des projets publics comme le PSEAU à mener de telles initiatives jusqu'au bout. Cependant, une certaine compétition en amont entre les grandes laiteries pour la mainmise sur cette offre future en lait cru se fait déjà sentir.

Cette analyse montre que deux modèles de laiteries structurent le paysage de la transformation laitière au Niger et se concurrencent fortement : les grandes laiteries utilisatrices de la poudre de lait comme matière première et les mini laiteries qui valorisent le lait des producteurs urbains et qui participent grandement à la structuration de la filière laitière locale.

Les grandes laiteries modernes sont plus affectées par la flambée des prix car elles dépendent essentiellement de la poudre de lait. Si la tendance à la hausse se poursuit, la rentabilité de ces laiteries sera sérieusement compromise. N'est-ce-pas en perspective de cela qu'elles diversifient leur production d'une part (pour éventuellement se reconverter) et accroissent les quantités de lait local collecté d'autre part ? En revanche, les mini laiteries qui valorisent exclusivement le lait local semblent très peu affectées. Entre ces deux modèles, quelle option choisir afin de promouvoir la filière locale ?

## 3.5. Impacts sur la consommation des produits locaux et importés

### 3.5.1. Le consommateur nigérien au revenu limité

---

Le Niger est un pays très pauvre dont les ressources naturelles et humaines sont limitées et la croissance démographique élevée. En 2005, le revenu national brut par habitant était estimé à 240 dollars US et selon l'indice de développement humain du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le pays se classait au 174<sup>ème</sup> rang sur 177 pays. La pauvreté demeure répandue et la proportion de la population vivant dans la pauvreté, estimée à 62 % en 2005, est constante depuis le début des années 90 (63 % en 1993). Ceci est dû principalement au manque de ressources, à la faible productivité agricole et à la croissance démographique élevée. En plus le Niger subit fréquemment les contrecoups néfastes de la sécheresse, des invasions d'insectes qui ravagent les cultures et les hausses soudaines des prix des aliments importés.

Alors que les populations vivent un choc alimentaire dû à la hausse des prix des denrées alimentaires, les conditions de vie des populations ne s'améliorent guère et la prévalence à l'insécurité alimentaire chronique<sup>12</sup> est de 58 % en milieu rural et 64 % en milieu urbain<sup>13</sup>.

L'alimentation représente plus de 60 % des dépenses totales des ménages. Selon les enquêtes sur le budget des ménages en 2005 et 2006, les denrées alimentaires de base comptent pour 61 % à 64 % des dépenses totales des ménages. Parmi ces dépenses, les céréales (y compris le millet, le sorgho et autres céréales) représentaient environ 50 % de toutes les dépenses.

Bien que la majorité des ménages s'adonnent également à l'agriculture, presque tous les ménages sont des acheteurs nets de denrées alimentaires. Plus de 60 % des ménages dépendent en partie de leur propre production, ne produisent pas de quantités suffisantes pour répondre à leurs besoins en consommation.

Les céréales sont la source principale en calories des populations nigériennes et la diversité diététique est limitée particulièrement après une crise. Plus de 80 % de la consommation quotidienne en calories provenait des céréales (millet, sorgho et autres céréales) en 2005 et 70 % en 2006. Moins de 5% de la consommation quotidienne en calories provient de la viande et du poisson, des produits laitiers et des fruits et des légumes<sup>14</sup>.

### 3.5.2. Profil de la consommation du lait et des produits laitiers au Niger

---

L'enquête sur le budget et la consommation des ménages conduite au Niger a permis d'établir la structure des dépenses de consommation en milieu urbain et rural. Sur sept postes de dépenses de consommations identifiés, l'alimentation représente la dépense la plus élevée aussi bien en milieu urbain (47 200 FCFA) qu'en zone rurale (1 200 FCFA) soit respectivement 55,5 % et 46,95 % du budget. Parmi les dépenses liées à l'alimentation, les produits laitiers et les œufs

---

<sup>12</sup> % de la population consommant moins de 2 100 calories par jour

<sup>13</sup> Source: Enquête de Consommation INS QUIBB 2005 et 2006

<sup>14</sup> Rapport No. 44072-NE, sécurité alimentaire et filets sociaux, juin 2008 BM

représentent 1 400 FCFA des dépenses des ménages en zone urbaine et 700 FCFA en zone rurale.

Les enquêtes de consommation menées par la FAO en 1995, et reprises en 1999 par Chevassus-Agnès<sup>15</sup>, montraient à la fois un faible niveau de consommation en produits laitiers, ainsi que des différences marquées entre les zones urbaines et rurales (zones rurales : 30 kg par an et par personne ; zones urbaines : 11 kg par an et par personne). Ces chiffres révèlent une chute sévère de la consommation puisque celle-ci aurait été l'ordre 107 litres /personne en 1968. En outre, la différence entre les villes et les campagnes s'explique bien sûr par l'autoconsommation de lait cru au niveau des éleveurs et montre bien la difficulté d'approvisionnement en lait (lait cru ou lait importé) pour les villes.

Selon les enquêtes QUIIB de 2005 (Questionnaire sur les indicateurs de base et de bien-être), qui ne distingue pas ménages urbains et ruraux, la majorité des ménages (65 %) consomment du lait, fromages et œufs, la plupart du temps en achetant ces produits (53,2 % des ménages), plus rarement en les produisant (19 % des ménages). Mais dans tous les cas, les quantités représentent une faible part des calories totales consommées (3,3 %) et des dépenses (6,2 %). En 2006, les enquêtes ECVAM (Enquête sur la Conjoncture et la Vulnérabilité Alimentaire des Ménages) ont montré qu'il y a de moins en moins de ménages qui consomment lait, fromages et œufs (21,7 % en 2006). En revanche, les quantités consommées par jour et par habitant ont augmenté un peu (58 g au lieu de 51 g) ce qui veut dire que certains ménages ont augmenté leur consommation tandis que d'autres ont cessé de consommer ce type de produits.

Ces données appellent à quelques commentaires. L'année 2005 a été une année de crise alimentaire due à la sécheresse alimentaire et aux attaques acridiennes qui ont décimé une bonne partie des récoltes. L'année 2006 est une année de sortie de crise et de reconstitution du filet de sécurité des ménages. En année de choc alimentaire, la stratégie des ménages consiste à réduire le nombre de repas par jour et à sacrifier les protéines animales considérées comme un luxe au profit des protéines végétales où la stratégie est à la diversification. En revanche, les ménages augmentent les quantités consommées par jour au profit des enfants afin de garantir leur sécurité alimentaire.

**Tableau 18: Moyenne des dépenses annuelles liées au lait par habitant et région**

Régions	Moyenne des dépenses FCFA	Indicateurs de pauvreté		
		Incidence	Profondeur	Sévérité
AGADECZ	77.454,55	45.9	16.1	8.8
DIFFA	72.000,00	63.1	23.0	23.0
DOSSO	15.900,00	67.3	28.8	15.3
MARADI	21.233,33	79.7	35.1	19.0
TAHOUA	34.800,00	45.9	14.5	6.2
TILLABERI	33.775,00	68.9	26.8	13.9
ZINDER	19.176,00	63.1	23.0	23.0
NIAMEY	45.012,47	27.1	7.2	7.2
Moyenne nationale	39.918,92	62.1	24.1	12.3

<sup>15</sup> « Aperçus nutritionnels par pays de la FAO : le Niger ». S. Chevassus-Agnès. FNA/ANA 25, 1999.

**Source : QUIIB de 2005**

Par ailleurs ce tableau montre qu'il n'y a pas de rapport entre l'incidence de la pauvreté et la consommation de lait et de produits laitiers. En effet, la région de Diffa où l'incidence de la pauvreté dépasse le niveau national, les dépenses liées au lait sont plus élevées que dans les autres régions du Niger.

Les études récentes menées par Karkara dans la ville de Niamey auprès de 500 ménages permettent de mieux caractériser la consommation en produits laitiers en zone urbaine<sup>16</sup>. Elle apparaît régulière et généralisée.

Le lait en poudre, le lait caillé et le yaourt sont plébiscités, puisque la quasi-totalité des ménages enquêtés annonce en consommer. Par contre, la consommation de lait frais ne concernerait qu'un ménage sur deux et moins de 40 % des ménages enquêtés consomment du beurre et du fromage. 50 % consomment du lait frais. Les produits laitiers consommés se répartissent en trois groupes, les produits de consommation courante (le lait en poudre, le lait caillé et le yaourt), de moyenne consommation (le lait frais) et de faible consommation (le fromage et le beurre).

Un ménage sur deux consomme régulièrement (5 à 7 jours par semaine) du lait en poudre, du lait caillé, du lait frais et du yaourt. En revanche, la plupart des ménages (71%) ne consomme du fromage qu'occasionnellement (Tableau 19).

**Tableau 19: Rythme de consommation des produits laitiers par les ménages à Niamey**

Rythme de consommation	Lait en poudre	Lait caillé	Lait frais	Yaourt	Fromage
Régulier (7 jours sur 7 ou 5 à 6 jours par semaine)	53	50	54,3	50	5
Irrégulier (2 à 4 jours par semaine)	17	29	20,1	25	17
Occasionnellement (1 jour par semaine ou moins d'un jour par semaine)	15	23	25,2	27	71
Ne sais pas	14	0	0,4	0	7

Le mode de consommation varie selon les produits :

- Le lait en poudre est principalement consommé au petit-déjeuner pour 36,6 % des ménages,
- Le lait caillé est consommé au déjeuner (99,3 %) et dîner (99,3 %),
- Le yaourt est consommé sous forme de boisson au petit-déjeuner (26 %), au déjeuner (10,6 %), au dîner (11,6 %).

On constate la prédominance, dans le choix des consommateurs, de l'origine importée pour le lait en poudre et le lait liquide, et celle de l'origine locale pour le lait caillé et le yaourt.

Les entretiens conduits durant l'étude montrent par ailleurs, à l'instar de nombreux autres pays Ouest-africains, que le lait caillé produit par les industries et vendu en sachet de 200 ml au prix de 100 FCFA représente la part de marché la plus importante et constitue en quelque sorte un des aliments principaux des classes sociales à bas revenu. A l'inverse, le lait cru, les yaourts, le lait caillé à partir du lait cru sont achetés par les classes les plus aisées.

<sup>16</sup> « Analyse de consommation du lait et Analyse de consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Niamey au Niger » ; VIAS, G. et al, Atelier régional : Bamako, du 29 mai au 2 juin 2006 ; Karkara - REPOL

Les raisons qui motivent la consommation de ces produits laitiers sont essentiellement le goût et la valeur nutritive pour un ménage sur deux. La qualité des produits laitiers (lait en poudre et lait caillé), leur conditionnement et leur prix ne semblent pas motiver la consommation. Les boutiques de quartiers sont les lieux privilégiés des ménages pour l'achat des produits.

En s'intéressant aux perspectives de consommation, l'enquête a mis en évidence qu'un nombre important de ménages (95,9 %) souhaite consommer davantage de lait caillé. La cherté du lait caillé est un frein souvent cité (45,2 % des ménages enquêtés).

Les quantités moyennes consommées par semaine et par ménage ont été de 250 ml pour le yaourt et 540 ml pour le lait frais. Ces chiffres cachent des disparités importantes. La structure de ces proportions donne une part importante aux ménages qui consomment moins d'un litre, 1 à 2 litres et 3 à 5 litres.

**Tableau 20 : Répartition en pourcentage des ménages en fonction des quantités consommées par semaine**

Quantités consommées	Yaourt	Lait frais
Moins de 1 litre	34,2	28,5
1 à 2 litres	26,6	26,6
3 à 5 litres	19,7	21,7
6 à 8 litres	5,7	6,1
Plus de 8 litres	4	4,6
Ne sait pas	9,7	12,5

En résumé, on retient que le lait et les produits laitiers intègrent bien les habitudes alimentaires des populations nigériennes qui y consacrent un revenu important, même si les produits laitiers et les œufs participent à moins de 5% aux sources de calorie des ménages.

### 3.5.3. Les changements constatés

La majorité des ménages interrogés ont constaté que les prix des produits laitiers ont augmenté brutalement puis ont vu les manifestations de la société civile contre la vie chère.

*Témoignage d'une consommatrice : « La hausse a été soudaine et forte. Dans le passé, on assistait à des augmentations de 15 voire 25 FCFA. Aujourd'hui, les prix ont augmenté de 500 FCFA soit 20 fois les augmentations des années antérieures. Cette hausse s'est étendue à l'ensemble des denrées alimentaires. C'est vraiment un choc alimentaire que nous vivons. La particularité des produits laitiers est qu'ils sont prisés par les enfants. Si moi je peux m'en passer, les enfants eux en réclament tous les jours, alors nous faisons le sacrifice pour les satisfaire. »*

Le profil de consommation des produits laitiers n'a pas changé en dépit de la hausse des prix. Le lait et les produits dérivés restent présents dans l'assiette des ménages puisque consommés par 98 % des ménages. De même, le lait en poudre et le yaourt continuent à être plébiscités et la quasi-totalité des ménages enquêtés (à plus de 80 %) continue d'en consommer. Ces produits laitiers restent des produits de consommation populaire. En revanche, le lait caillé qui était très consommé, est à présent très peu consommé. En effet, après la hausse des prix, la proportion de ménages consommant du lait caillé a diminué de 30 %. Le fromage et le beurre sont toujours faiblement consommés.

Une famille de taille moyenne (7 personnes) dont le revenu moyen est de l'ordre de 100 000 FCFA mensuelle consomme un paquet de lait en poudre par semaine soit 1 750 FCFA et 4 sachets de ¼ de yaourt par jour à raison de 100 FCFA. Dans le mois, les dépenses en produits laitiers s'élèvent à 19 000 FCFA soit le prix d'un sac de riz de 50 kg ou 21 % des postes de dépenses alimentaires fixes. D'autres familles doublent ce montant.

**Tableau 21 : Dépenses alimentaires fixes par mois d'une famille de 7 personnes**

Dépenses alimentaires	Après la hausse		Avant la hausse	
	Montant en CFA	Pourcentage	Montant en CFA	Pourcentage
1 sac de riz	20 000	22	14 000	23
1 sac de maïs	20 000	22	10 000	17
Viande	15 000	17	9 000	15
Condiment	15 000	17	15 000	25
Lait	19 000	21	12 000	20
Total	89 000	100	60 000	

Les ménages enquêtés ont affirmé observer un changement dans les caractéristiques de l'offre laitière sur les marchés. Ces changements ont porté sur les marques des produits laitiers

**Tableau 22 : Changements observés**

Changement observé par les ménages	Oui	Non
Apparition de nouvelles marques	45	55
Disparition de marques	29	71
Rareté des marques	33	67
Micro conditionnement	22	78
Baisse de la qualité	32	68

La hausse des prix des produits laitiers a changé la fréquence de consommation ainsi que les quantités consommées. Un ménage sur deux a affirmé cela.

Après la hausse des prix, les ménages ont arrêté de consommer certains produits laitiers jugés trop chers comme le lait en poudre (1 ménage sur 2 interrogés). Les marques qui ont le plus souffert de ces arrêts sont France Lait (14 % des ménages enquêtés ont arrêté d'en consommer) et Lahada (8 %). A l'heure actuelle, le lait et les produits laitiers sont réservés aux enfants et les adultes se contentent de protéines végétales. Enfin, de nombreux ménages optent pour les micro-conditionnements pour satisfaire les besoins des enfants.

### 3.6. Réactions des pouvoirs publics face à la hausse des prix

#### 3.6.1. La politique nigérienne en matière de productions laitière (avant la hausse des cours mondiaux)

Contrairement à la filière bétail - viande qui a bénéficié dès la période coloniale d'une politique de développement qui s'est poursuivie et renforcée après l'indépendance, la filière laitière a été longtemps négligée. Les premières actions de promotion de la filière laitière ont vu le jour avec le programme triennal 1976-1978 qui consacrait la mise en œuvre du premier programme laitier à

Dembou. Lors de plan quinquennal 1979 -1983, la filière laitière a été clairement prise en compte par la politique de développement de l'élevage avec comme principaux objectifs la production de viande et de lait en vue d'assurer la consommation intérieure et les exportations. Sans qu'il y ait de politique sectorielle explicite clairement définie sur le lait, le plan quinquennal prévoyait la promotion de la filière laitière autour de quatre axes :

- La **promotion des unités de production laitière intensives** sur des périmètres irrigués (coopératives laitières de Kirkissoye et de Dembou près de Niamey), ces initiatives ont échoué (les deux unités sont actuellement non opérationnelles).
- La **sélection, la multiplication et la diffusion**, afin d'utiliser au mieux les ressources locales pour augmenter la production laitière. Ce programme a concerné notamment le zébu Azaouak, réputé pour sa production laitière. Une station expérimentale et de multiplication a été créée à cet égard dans la zone de Toukounous au nord ouest du Niger. La diffusion de géniteurs auprès des populations n'a pas connu beaucoup de succès.
- **L'amélioration de l'alimentation**, afin de permettre aux animaux d'exprimer leur potentiel laitier. Les stratégies portaient sur l'amélioration des parcours naturels, les cultures fourragères en zone agricole et sur des sites irrigués (*Echinochloa stagnina*), les aliments de bétail composés et des pierres à lécher (installation de deux usines à Niamey et Zinder).
- **Promotion de l'industrie laitière** : implantation, dans quelques grands centres urbains, d'usines devant traiter le lait cru produit localement (création de l'OLANI).

La stratégie de promotion de la filière laitière au Niger reposait sur un système à la base duquel se trouvaient des éleveurs organisés en coopératives, disposant d'un matériel génétique amélioré et d'un dispositif d'alimentation adéquat avec en aval un réseau de collecte fonctionnel, capable de drainer cette production vers une usine pourvoyant aux besoins des consommateurs urbains.

Le gouvernement a redéfini cette stratégie en 2002 à travers un document cadre de relance du secteur de l'élevage dans lequel la filière laitière est reconnue comme une filière prioritaire. Plus tard, la Stratégie de Développement Rural (SDR) qui est la branche opérationnelle de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SDRP) prévoit la structuration des filières agropastorales, le renforcement des organisations paysannes, l'appui au cadre de concertation et la promotion des petites et moyennes entreprises agroalimentaires. C'est dans ce programme que les discours politiques inscrivent les actions de développement de la filière laitière avec des stratégies identiques à celles du passé, basées sur la relance des sites de multiplication et des unités production semi-intensives.

Les tendances récentes dans les politiques de production laitière poussent encore plus loin cette logique en privilégiant un modèle de fermes privées, sur la base d'un matériel génétique amélioré à travers des croisements avec des races exotiques. Bien que ces politiques n'aient pas encore été concrètement traduites en action, il convient de relever que la promotion d'une production laitière à partir d'unités de production familiale traditionnelle ne semble pas constituer une priorité dans les projections politiques.

### **3.6.2. La réaction de l'Etat face à la hausse des cours mondiaux de la poudre de lait**

---

Dès la hausse des prix de la poudre de lait, les autorités nigériennes ont été interpellées non pas par les consommateurs, mais par les industriels laitiers qui voyaient leur existence menacée. Les revendications formulées par les industriels appelaient à la suppression des taxes sur les produits laitiers et la constitution de stocks stratégiques de lait en poudre. Cette démarche des industriels a abouti à un cadre de réflexion, mené sous la direction des autorités, avec tous les acteurs en vue d'élaborer un programme d'investissement à long terme dans la filière laitière. De cette initiative est née l'esquisse d'un Projet Intégré National de Développement de l'Élevage Laitier (PIDEL), censé d'une part, (i) épauler les laiteries afin qu'elles puissent traverser la crise actuelle, d'autre part (ii) créer les conditions pour que les filières locales puissent à moyen terme substituer les importations de lait.

A ce titre, le programme devait englober trois axes opérationnels, à savoir (i) les mesures d'urgence, dont la mise en place d'un stock d'urgence de lait en poudre, (ii) des actions de renforcement de la production laitière, dont l'approvisionnement des éleveurs en aliments pour le bétail et l'organisation de la collecte et (iii) le financement des projets de production laitière dans les régions, dont la promotion des fermes irriguées le long du fleuve.

Le processus d'élaboration de ce programme s'est enlisé dans une phase préliminaire. Un an après le lancement du processus d'élaboration, qui se voulait participatif, le document est toujours au stade de « draft », sans perspective réelle d'être financé et exécuté. Aux yeux des laiteries, l'interpellation du gouvernement n'a finalement abouti à aucune mesure réelle qui aurait pu leur permettre de sortir de la crise.

L'échec autour du PIDEL révèle également la faiblesse de l'état nigérien d'anticiper des aléas économiques tels que la hausse des cours des produits laitiers. A l'heure actuelle, le Niger ne dispose pas de dispositif de suivi de la filière. Il n'y pas de données disponibles sur le niveau de production laitière au niveau local. Le gouvernement ne dispose donc pas d'éléments pour éclairer la décision politique ou économique.

### **3.6.3. L'absence de consensus sur les voies à suivre**

---

Le niveau d'information des acteurs de la filière par rapport à la situation sur le marché international est très inégal. Ni l'ampleur de la crise, ni l'opportunité qu'elle représente pour la filière locale ne sont clairement perçues par certains acteurs. Cela conduit à des analyses et des stratégies d'acteurs parfois opposées les unes aux autres. Si les uns perçoivent que l'absence de mise en relation entre la demande des laiteries et l'offre existante au niveau des éleveurs « traditionnels » est une contrainte majeure, d'autres pensent que le problème principal est l'absence d'une politique de promotion d'unités de production laitières modernes. Certains acteurs pensent qu'il faudrait valoriser les unités de transformation existantes et leur rendre accessible le lait cru produit sur les sites laitiers, tandis que d'autres pensent qu'il faudrait aider les producteurs à transformer eux-mêmes le lait produit, à travers la multiplication des mini laiteries dans les petits centres périphériques de Niamey.

Ces divergences de stratégies révèlent avant tout une absence de concertation entre acteurs, mais également un manque de confiance entre les acteurs. Les associations pastorales par exemple



continuent à mal prendre l'attitude méprisante que certaines unités de transformation avaient affichée jusqu'à un passé très récent vis-à-vis du lait cru produit au Niger. La confiance reste en fait entièrement à construire.

### **3.6.4. La suppression des droits de douane sous l'influence de la pression exercée par les consommateurs**

---

Les produits laitiers importés, dont le lait en poudre, bénéficient d'un certain nombre d'avantages par rapport à d'autres produits alimentaires, dans la mesure où l'Etat n'a jamais pu y appliquer une TVA : une loi votée en 2005, instaurant une TVA de 19 % sur plusieurs produits, a été bloquée en son temps par la « Coalition contre la Vie chère ».

En revanche, les droits de douanes sur les produits laitiers ont permis de mobiliser pour le Trésor nigérien quelques 17,9 milliards de FCFA en onze ans soit 1,6 milliards en moyenne par an. L'évolution annuelle des prélèvements douaniers sur les produits laitiers montre une augmentation régulière (sauf en 2003). En 2006, les taxes prélevées ont atteint 2,3 milliards de francs CFA soit 2,2 fois la valeur en 1996.

Actuellement, les tarifs douaniers appliqués aux importations de produits laitiers ont fortement diminué depuis 2000 dans les pays de l'UEMOA. Dans le cadre de la mise en place d'un Tarif Extérieur Commun au sein de l'UEMOA (TEC-UEMOA), les droits de douanes étaient de l'ordre de 20 % pour le lait en poudre.

La pression exercée des laiteries industrielles en 2007 n'avait pas réussi à pousser l'Etat à supprimer les droits de douanes. Par contre, la question de la baisse ou de la suppression des droits de douane fut remise sur la table courant 2008, au fur et à mesure du « raz le bol » croissant de la société civile qui s'est cristallisé avec les coupures prolongées d'électricité. Les campagnes menées par les consommateurs et le mouvement « Convergence citoyenne », qui regroupe plus d'une cinquantaine d'organisations de la Société civile nigérienne, constituant ainsi la plate-forme la plus large du mouvement social nigérien, ont conduit l'Etat nigérien à décider, en plusieurs étapes (en février 2008 pour le riz et en juin 2008 pour la poudre de lait), de provisoirement réduire, voire suspendre, les droits de douane sur plusieurs produits alimentaires<sup>17</sup>. Il est toutefois notifié que la mesure reste temporaire, l'Etat ne pouvant pas renoncer à cette partie importante de ses revenus.

L'impact de la suppression des droits de douane est fonction du cours du produit sur le marché mondial. Pour le riz, la mesure est considérée inefficace dans la mesure où le renchérissement continu du riz a largement absorbé l'avantage dû à la suppression des droits de douane, ne permettant pas aux commerçants de tenir leur promesse de diminuer les prix.

La suppression des droits de douanes sur la poudre de lait dont la tendance sur le marché international est stabilisée, voire à la baisse, est sans doute « efficace » pour les consommateurs directs du lait en poudre, dont font partie les laiteries. Elle est en revanche contreproductive pour le développement de la filière lait cru car elle menace sa compétitivité prix et de ce fait, elle désavantage les producteurs laitiers.

---

<sup>17</sup> Sucre (en poudre et en morceau), farine de blé, huile alimentaire, lait en poudre

## 4. Conclusion

L'examen des systèmes d'élevage qui ravitaillent Niamey en lait montre qu'ils évoluent dans un contexte de concurrence à deux niveaux : d'abord entre les systèmes d'élevage puis avec les importations de lait en poudre. La concurrence interne repose sur des différences de coûts de production et sur le système de prix du lait. En effet, le coût moyen de production du litre de lait local varie d'un système à l'autre. Le système le plus performant c'est-à-dire le coût le plus faible est le système semi-transhumant périurbain et le moins performant est l'ancien système « intensif » de la coopérative laitière. Le système sédentaire urbain occupe une position intermédiaire. Les écarts de productivité des élevages ainsi que la taille des troupeaux expliquent ces niveaux de performance.

La concurrence entre le lait frais local et le lait en poudre importé repose sur des facteurs comme la disponibilité et la qualité sanitaire du produit, les possibilités de fabrication de produits qu'il offre, mais surtout le prix d'achat.

Le lait importé cumule tous ces avantages et occupe donc une bonne part du marché. Le lait local par contre souffre de l'aspect saisonnier de la production qui se traduit notamment par une rareté du produit en saison sèche et chaude engendrant une hausse des prix. On a expliqué la baisse importante de la production de lait par les difficultés d'entretien des troupeaux laitiers à cette période de l'année.

Au niveau de la transformation artisanale, les femmes se plaignent aussi du fait qu'avec le lait local, la gamme de produits que l'on peut fabriquer est très restreinte en raison du goût et des difficultés de conservation de ces produits. On ne peut en tirer que du lait caillé et du beurre.

Jusqu'à une date récente le rapport des prix était également défavorable au lait local. En effet, le lait importé permet aux intermédiaires de réaliser des marges commerciales jusque dans les marchés ruraux importants.

L'adaptation à ce contexte concurrentiel s'est faite difficilement pour certains types d'élevage. Ainsi le système intensif coopératif est actuellement en crise car la plupart des éleveurs ont des coûts de production qui sont supérieurs au prix de livraison à la laiterie qui est leur principal client. Ils produisent ainsi à perte. La suppression de la subvention aux intrants et le retrait de l'Etat dans les années 1980 ont plongé ce système intensif dans une crise profonde. A présent bon nombre d'éleveurs s'intéressent plus à la croissance de leur troupeau qu'à la production laitière.

A l'opposé, les éleveurs périurbains se sont adaptés aux conditions du marché en maintenant le caractère semi transhumant du troupeau, en mettant l'accent sur la complémentarité alimentaire et en gérant leurs troupeaux dans une optique commerciale. Leurs coûts de production sont les plus faibles et la diversification des circuits de vente leur permet de réduire les risques du marché.

L'élevage sédentaire urbain se situe entre les deux cas précédents avec d'un côté une sédentarisation des troupeaux dans des conditions d'alimentation et de santé peu favorables et d'autre part une commercialisation assez risquée de la production laitière sur le marché.

La contrainte majeure à laquelle font face tous les élevages depuis la dévaluation du franc CFA est la détérioration des termes de l'échange entre le prix du lait local et ceux des intrants zootechniques. En l'absence de toute subvention, le pouvoir d'achat des éleveurs ne fait que baisser. Dans ces conditions, il est très difficile d'intensifier la production laitière pour améliorer la productivité des troupeaux qui est actuellement très faible.

La hausse récente des cours mondiaux du lait importé est en train de remettre en question cette situation, car elle rend le lait cru subitement attractif du point de vue de son prix, plus faible que celui du litre à base de lait en poudre. Toutefois, le caractère volatil des prix mondiaux ne crée pas les conditions favorables à un investissement significatif dans la durée des acteurs économiques dans la filière nationale.

Or la relance et l'accroissement d'une production laitière nationale passent par d'importants changements structurels tels que les investissements dans le développement des capacités de production et de collecte du lait, la recherche sur les modèles d'élevage laitier, le suivi des performances de la filière et du marché international, et surtout la formation des ressources humaines dans l'appui-conseil aux éleveurs. Cette politique nécessiterait donc en parallèle une maîtrise des prix des produits laitiers importés (relèvement des droits de douane, limitation des importations...) de façon à dynamiser progressivement le développement de la filière locale.

Or à l'heure actuelle, les autorités vivent un véritable dilemme : satisfaire les besoins immédiats des consommateurs ou soutenir les filières locales. La première option « satisfaire les besoins immédiats » conduit à la suppression des droits de douane pour rendre les prix des produits laitiers accessibles aux consommateurs. Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre des intérêts des producteurs locaux qui n'arrivent pas à saisir cette opportunité qu'offre la flambée des prix pour tirer profit de leur production. La seconde option amènerait les autorités à protéger les producteurs locaux d'une part mais en contribuant au mécontentement social.

Par ailleurs, les différents acteurs n'ont pas le même niveau d'information et de diagnostic sur les contraintes de la filière. Ils ont également des points de vue divergents sur les actions à mettre en œuvre pour développer la filière locale. Toutes ces divergences, que ce soit entre les acteurs économiques et les consommateurs, entre les acteurs des filières eux-mêmes ou au sein des administrations, révèlent avant tout une absence et un besoin de concertation, mais également un manque de confiance des uns vis-à-vis des autres qui restent à construire sur bien des points.

# Documents consultés

Alio. 1996 Consommation de lait et produits laitiers sous forme traditionnelles. Mémoire de fin d'études, ITA4 (PA), Faculté d'Agronomie, Niamey, Niger

Anonyme. 1995. Enquête sur le budget et la consommation des ménages au Niger (1992-1993). Phase rurale, volet A : les dépenses des ménages en milieu rural, Ministère des Finances et du Plan, 114p.

Anonyme. 1994. Enquête sur le budget et la consommation des ménages au Niger (1989-1990). Phase urbaine, volet A : les dépenses, la consommation et l'approche de la pauvreté en milieu urbain, Ministère des Finances et du Plan, 83p.

Anonyme. 1994. Enquête sur le budget et la consommation des ménages au Niger (1989-1990). Phase urbaine, volet B : Alimentation et état nutritionnel de la population, Ministère des Finances et du Plan, 153p.

Banque Mondiale, 2008. Sécurité alimentaire et filets sociaux, rapport préliminaire, 89p.

Beidari. S, 1999. Bilan et perspectives de la production laitière en zone périurbaine au Niger : cas de la communauté urbaine de Niamey. Mémoire de fin d'études IPR/IFRA annexe de Bamako, 102 p

Idrissa. A, 2000. Etude technico-économique des systèmes de production laitière bovine dans la zone périurbaine de Niamey: Diagnostic et perspectives d'amélioration. Thèse de Magister en sciences agronomiques, INA d'El Harrach-Alger 145 p.

IRAM, 2007. Mise en place d'un projet de développement de la filière lait pour l'approvisionnement en lait cru des unités laitières de Niamey. Document de projet, 69p.

Koré Harouna, 2007. Compétitivité prix des élevages laitiers dans la ville de Niamey. Rapport d'activités, 62p.

Lablanchy, A, 1978. Etude du marché du lait à Niamey et dans les principales villes du Niger, rapport de mission. 40p.

Vias Franck, S.G, Bonfoh B., Diarra A., Naféri A., Faye B., 2004. Les élevages laitiers bovins autour de la communauté urbaine de Niamey : caractéristiques, production, commercialisation et qualité du lait. Etudes et recherches sahéennes, institut du sahel, N°8-9, 159-165p.

Vias Franck, S.G, Marichatou H., Koré H., 2005. Synthèse sur les filières laitières au Niger. Atelier de lancement sur politiques laitières, Dakar (sénégal), 45 p.

Vias Franck, S.G. L'envolée des importations laitières au Niger

Vias Franck, S.G. Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Niamey